# 

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

HEBDOMADAIRE paraît le mercredi

3 SEPTEMBRE 1969

1 F

# UN PLAN D'AUSTERITE REACTIONNAIRE

- les restrictions pour les plus pauvres
- des bénéfices accrus pour les plus riches!

(page 2)

ciennent le fusil

Tableau de chasse d'un week-end de printemps.

Sécurité Routier

Curché et duain page de par page ou pour vous de la part unde de la printemps de la consequent bénenis page to de la consequent bénenis page de la consequent béne

# UN PLAN D'AUSTERITE REACTIONNAIRE

ES Français consomment trop. Du moins essaie-t-on de les en convaincre. Depuis un mois, une vaste campagne de presse et de radio prêche la nécessité d'une politique d'austérité, ou plutôt, puisque M. Pompidou préfère le terme, même si cela ne change rien à la chose, de sévérité. Et la semaine dernière, le gouvernement a rendu public un premier train de mesures économiques, portant essentiellement sur la restriction du crédit.

Le raisonnement officiel est le suivant : les Français consomment plus qu'ils ne produisent, et, de ce fait, la balance commerciale est en déficit, car cela oblige le pays à importer plus qu'il ne lui reste à exporter. Pour remédier à cette situation, il faut diminuer la consommation intérieure, et cela libérera du même coup un certain volume de marchandises pour l'exportation.

En fait, s'il n'est pas dénué d'une certaine logique, ce raisonnement n'en a pas moins que de très lointains rapports avec les préoccupations les plus immédiates de nos gouvernants, avec celles qui les ont amenés à prendre les mesures en question.

Il ne suffit d'ailleurs pas d'avoir des marchandises à proposer pour exporter. Il faut de plus les proposer à des prix compétitifs sur le marché international. Et si, de ce point de vue, la dévaluation du franc a pu améliorer la situation de l'industrie française, essayer de nous faire croire aujourd'hui qu'il existe depuis un certain temps déjà une demande non satisfaite, quelques mois à peine après avoir orchestré une autre campagne publicitaire, tout aussi importante, sur le thème: « il ne suffit pas de produire, l'essentiel est de vendre », ne manque pas d'une certaine audace.

Quoi qu'il en soit, et quel que soit également, par ailleurs, l'état de la balance commerciale, il est évident que la préoccupation première du gouvernement, celle qui l'a amené à prendre ces mesures de restriction du crédit, est la situation monétaire. Sur ce plan-là, la dévaluation est loin d'avoir réglé tous les problèmes. Et elle ne pourra être un remède — temporaire — à la crise du franc, que si elle n'entraîne pas elle-même des conséquences catastrophiques, que si le remède ne se révèle pas pire que le mal.

Ce dont il s'agit, c'est d'essayer d'empêcher les consommateurs de perdre confiance en la monnaie, et d'acheter plutôt que de thésauriser, en un mot, d'enrayer le développement d'un processus inflationniste.

Que les mesures anti-crédit qui viennent d'être adoptées soient essentiellement destinées à passer sans encombre les lendemains difficiles de la dévaluation, c'est encore ce qu'illustre, d'ailleurs, leur caractère limité dans le temps annoncé par avance, puisque l'on nous dit d'ores et déjà qu'elles seront levées le 31 janvier.

En effet, s'il s'agissait surtout d'exporter, cela n'aurait aucun sens. Mais dans le cadre d'une opération destinée à forcer les consommateurs, ou à les persuader, de repousser leurs achats de quelques mois, cela est parfaitement logique... sur le plan de la propagande.

Mais les mesures qui viennent d'être prises sont bien significatives, aussi, du système économique dans lequel nous vivons, et du régime politique qui le défend. Car elles ne peuvent avoir une efficacité réelle qu'auprès des couches les plus pauvres de la société, et notamment de la classe ouvrière, qu'auprès de ceux qui ont vraiment besoin du crédit pour acheter. Mais elles ne peuvent par contre absolument pas empêcher ceux qui ont de l'argent en réserve de le jeter sur le marché, d'acheter n'importe quoi à n'importe quel prix plutôt que de le garder, s'ils perdent confiance dans la monnaie. Et ce sont pourtant les réactions de ceuxlà qui peuvent le plus facilement, évidemment, déclencher un processus inflationniste.

En fait, et nous l'avions déjà vu lors de la crise monétaire de novembre 1968, l'Etat bourgeois, dont la fonction est de servir les possédants, se trouve complètement désarmé devant eux, même lorsque leurs inconséquences, ou les inconséquences du système capitaliste, les amènent à mettre en danger leur propre monnaie. Et la seule chose qu'il soit capable de faire dans ce cas-là, c'est de prendre des mesures anti-ouvrières.

Vis-à-vis des possédants, il en est réduit à des prières, à des objurgations, ou à des mesures psychologiques. Les restrictions du crédit, outre qu'elles constituent un frein réel à la consommation de la classe ouvrière, peuvent d'ailleurs, en outre, jouer ce rôle-là.

D'ailleurs, dans ce système économique qui repose tout entier sur la confiance

que les gens mettent en des bouts de papier sans aucune valeur propre, une opération psychologique peut, du moins à court terme, ne pas être totalement inefficace. Ce que le gouvernement veut démontrer, c'est que le franc dévalué est solide, qu'on peut lui faire confiance, et que ce serait un faux calcul que d'acheter à tout prix pour ne pas conserver une monnaie à la valeur douteuse.

Cela peut momentanément réussir, car dans le système capitaliste, la politique financière ressort de l'art de l'illusionniste: l'important n'est pas ce qui se passe réellement, mais ce que le spectateur croit y voir.

#### DE QUI SE MOQUE-T-ON?

E gouvernement mène à grands renforts de propagande, une campagne pour convaincre chaque Français que les mesures d'austérité sont destinées à freiner une consommation jugée excédentaire.

France-Soir du 31 août nous apprend, par ailleurs, que le président de la Chambre laitière de Normandie, devant la surabondance des stocks de beurre qui se chiffrent actuellement à 200.000 tonnes, pense détruire 50.000 tonnes de beurre.

Voilà qui ne manquera pas de surprendre : d'un côté des mesures d'austérité « justifiées » par une pseudo-surconsommation, et de l'autre la destruction pure et simple d'une denrée qui manque encore dans beaucoup de familles.

Plutôt que de baisser les prix, on détruit le beurre, plutôt que de faire payer les capitalistes, on fait supporter des sacrifices à toute la population.

Mais de toute manière, il ne saurait s'agir que d'un succès temporaire, car le franc est malade, non pas pour des raisons circonstancielles, mais parce que tout le système économique est pourri. Et quels que soient les palliatifs auxquels recourent nos grands argentiers, une chose est certaine, c'est que c'est toujours la classe ouvrière qui fait les frais de l'opération.

La solidarité nationale dont parlent tant les bourgeois n'est qu'un leurre. Se serrer la ceinture pour exporter, disent-ils. Mais ce sont les uns qui se serrent la ceinture et les autres qui exportent. Voilà l'essence de cette société. Et de ce point de vue, Pompidou, et sa tête de viveur, parlant de « sévérité », c'est tout un symbole.

#### A bas le plan d'austérité réactionnaire de Pompidou et de Chaban-Delmas

### **MEETING PUBLIC**

organisé par

#### LUTTE OUVRIÈRE

le vendredi 26 septembre à 20 h 30 grande salle de la Mutualité

Participation aux frais: 2 F

#### Quand c'est public, on diminue le service et on augmente les prix

HACUN a pu constater que pendant le mois d'août, le métro et les autobus circulent à cadence réduite (ce qui fait qu'on y est souvent aussi compressé que d'habitude).

D'autre part des lignes d'autobus ont été suspendues et d'autres ne fonctionnent plus qu'entre certaines heures.

Et chacun subodore la raison de ces économies : la rentabilité !

En effet, un des moyens que le gouvernement utilise pour renflouer ses caisses est de supprimer les subventions qu'il accorde aux services publics (RATP ou Sécurité Sociale, par exemple). Pour cela il impose l'autonomie financière, la rentabilité et invoque les avantages économiques qui résulteraient d'une bonne gestion équilibrée.

Alors, les services publics en question n'ont qu'une solution : diminuer les services rendus et augmenter les tarifs. Ainsi la RATP alterne régulièrement ces deux panacées.

Quant à l'utilisateur pour qui, cependant, ce service existe, eh bien tant pis pour lui! Sous prétexte que c'est public il lui faudra attendre plus longtemps, se faire entasser comme du bétail dans les wagons, faire plus de chemin à pied pour trouver une ligne ou une bouche de métro, et bien entendu payer plus cher.

S'il n'est pas content, qu'il prenne un taxi!

Cela n'empêchera pas le gouvernement de justifier son existence et ses impôts par les services rendus. Bien sûr on ne peut pas satisfaire à la fois les grosses sociétés capitalistes en leur accordant des subventions ou des commandes d'armement, et les besoins des travailleurs. Il faut choisir...

Et puis après cela, hypocritement, on s'étonnera que beaucoup de banlieusards prennent leur voiture pour aller au travail.

Et l'on se plaindra, les larmes aux yeux, que la circulation, les embouteillages, voire les accidents augmentent!

# "NORMALISATION" AU SOMMET

N an après l'invasion, malgré l'occupation, malgré l'élimination de leurs dirigeants les plus populaires, malgré les mesures d'intimidation et la répression qui s'amorce, le peuple tchécoslovaque n'a pas abdiqué.

Les manifestations qui se sont déroulées dans les grandes villes du pays à l'occasion de l'anniversaire de l'entrée des troupes des cinq pays du Pacte de Varsovie ont montré aux Russes et à leurs alliés, mais aussi

sak ne considère que l'Ordre de Lénine dont on l'a décoré paie « raisonnablement » l'es services qu'il a rendus.

On envisage à présent l'arrestation des principaux leaders !ibéraux, Husak ose maintenant



Le 21 août, à Prague, la foule s'est massée nombreuse, malgré la présence d'importantes forces de la police et de l'armée tchécoslovaques. (U.P.I.)

aux Husak et consorts, que la population n'avait pas les meilleurs sentiments à leur égard, ce qui ne pouvait guère faire de doute, mais surtout qu'elle n'était pas suffisamment abattue et démoralisée pour subir en silence.

Certes, depuis un an, les dirigeants russes ont marqué des points en ce qui concerne la «normalisation». Smrkovsky, Dubceck ont dû céder la place au réaliste Husak, qui se faisait fort d'amadouer les Russes à condition d'adopter une attitude raisonnable. Aujourd'hui, c'est la police et les tanks tchécoslovaques qui dispersent les manifestants et tirent sur la foule à Prague, sans que les Russes aient eu à faire la moindre concession, à moins que Gustav Hu-

affirmer — il aura fallu un an pour qu'il puisse le faire — que l'intervention des Russes et de leurs alliés « n'était nullement un acte hostile à la Tchécoslovaquie, mais une aide apportée à l'Etat et au peuple tchécoslovaques », que « l'Etat tchécoslovaque est un Etat pleinement souverain ». Les dirigeants russes ne pouvaient rêver mieux en matière de normalisation.

Mais l'acte de soumission de Husak et de quelques autres dirigeants n'a pas entraîné la soumission de la population. Les manifestants de Prague, de Brno et d'ailleurs l'ont rappelé. Ils ont trouvé en face d'eux des policiers tchécoslovaques qu'ils ont accueilli aux cris de « Gestapo ». Et les propos rapportés

#### Deux façons de choisir la liberté

A presse a beaucoup fait état ces derniers temps de l'écrivain soviétique Kouznetsov, qui a demandé asile à la Grande-Bretagne. Cet écrivain a déclaré renier le marxisme en choisissant de quitter l'U.R.S.S.

qu'ils ont adoré la veille pour « choisir » pas tant « la liberté » qu'un nouvel os à ronger, que de nouveaux maîtres à servir. On peut critiquer l'U.R.S.S. dans ce que le réle marxisme en choisissant de quitter l'U.R.S.S.

Mais heureusement pour le marxisme, il y a deux types d'écrivains en U.R.S.S. Il y a ceux qui ne cèdent pas au régime, mais luttent en U.R.S.S. même, comme Soljenitsyne, Litvinov, et même Siniavsky et Daniel, contre la dégénérescence de ce qui fut la dictature du prolétariat. Ceux-là sont en prison. Ils n'ont besoin de renier ni leurs œuvres ni le marxisme. Et il y a les Kouznetsov qui rampent, qui écrivent sur ordre, occupent des postes dont les autres sont chassés, couvrent les pires déformations du régime et, un jour, s'enfuient en Occident et renient ce

«choisir» pas tant «la liberté » qu'un nouvel os à ronger, que de nouveaux maîtres à servir. On peut critiquer l'U.R.S.S. dans ce que le régime stalinien a de monstrueux, et nous le faisons, mais nous ne nous rangeons pas pour cela dans le camp des assassins du Vietnam. On peut et on doit critiquer les syndicats lorsque les travailleurs sont mécontents de leurs actions, mais on ne passe pas pour cela du côté du patron.

Alors demain, d'autres Kouznetsov qui occupent aujourd'hui des fonctions officielles en U.R.S.S., «choisiront la liberté» à la botte de l'impérialisme, mais d'autres comme Siniavski et Daniel, choisiront, eux, de lutter pour que le prolétariat retrouve le pouvoir en U.R.S.S., et partant la liberté.



Prague, 21 août: De jeunes manifestants affrontent la police

(U.P.I.)

par les journalistes, de manifestants qui déclaraient qu'ils « haïssaient les Russes » mais qu'ils « haïssaient encore plus leur propre police » illustrent les limites de la normalisation. Il y a quelques mois, Dubcek, Smrskovski, pouvaient grâce à leur popularité faire accepter à la population les gestes de capitulation qui allaient amener à la situation actuelle. Aujourd'hui, les illusions sont tombées. La rupture est totale entre l'équipe dirigeante et les masses populaires. Pendant tout un temps, Husak et ses collaborateurs ne pourront se maintenir au pouvoir qu'à l'ombre des baïonnettes russes.

Mais malgré les points marqués, la victoire des bureaucrates russes risque d'être une victoire à la Pyrrhus. Car si en un an ils ont su trouver une équipe de dirigeants à leur botte, ils ont dans le même temps dressé contre eux toute la population tchécoslovaque, qui était jusqu'alors une des plus prorusses de l'Europe centrale, sans compter que la fidélité des dirigeants tchécoslovaques, à qui l'on a quelque peu forcé la main, risque de subir de sérieuses défaillances.

Cette situation illustre le peu de sérieux de la thèse soviétique qui affirmait que l'intervention d'août 1968 se justifiait par les nécessités de la défense stratégique du camp socialiste. Dans quel camp se trouverait la Tchécoslovaquie en cas de conflit entre l'U.R.S.S. et les puissances impérialistes? Certainement pas dans le camp des Russes, si le rapport de forces ne le lui impose pas!

Les dirigeants russes ont donc aujourd'hui obtenu un sursis, mais à quel prix, et pour combien de temps?

#### L'antisémitisme en Pologne : Vers une «solution naturelle» du problème Juif

ES « facilités » accordées il y a un peu plus d'un an aux Juifs polonais désireux de partir en Israël sont supprimées depuis le 1° septembre.

Il y a un an le vice-ministre de l'Intérieur, Szlachcic déclarait que sur les 25.000 Juifs vivant en Pologne en 1967 (0,01 % de la population), 14.000 avaient demandé à partir et que l'on pouvait prévoir que les quelques milliers qui restaient les suivraient, à l'exception de 2.000, trop âgés, dont le problème « trouverait une solution naturelle ».

Pourtant, après l'extermination pendant la guerre de 3.130.000 juifs polonais sur 3.350.000, dans le cadre de la « solution finale », après l'exode qui suivit le pogrom de Kielce en 1946, après les départs pour Israël de 1956, on aurait pu penser qu'il n'y avait plus de problème juif en Pologne.

Ceux qui restaient étaient pratiquement assimilés, beaucoup avaient même changé de nom. Des dispositions rigoureuses réprimaient l'antisémitisme.

Seuls quelques incidents déplaisants venaient rappeler que dans la Pologne d'avant-guerre, l'antisémitisme, officiel, était largement répandu dans la popu-

Ainsi, on put voir il y a quelques années, Gomulka expliquer à la télévision qu'il avait reçu de nombreuses lettres anonvmes lui demandant quand il allait se débarrasser de sa femme juive, et qu'il ne voyait pas quelles améliorations cela aurait pu apporter pour la Pologne

C'est Gomulka, pourtant, qui déclara après la guerre des six jours, que la Pologne comptait trois catégories de juifs:

1) Les sionistes qui devaient quitter le pays;

2) Ceux 'qui se sentaient aussi juifs que polonais, qui avaient droit au respect... et à la méfiance, et ne devaient pas occuper de poste responsable.

 Ceux qui se sentaient plus polonais que juifs et avaient droit à une entière confiance.

Mais l'épuration n'épargna personne, pas même les militants qui avaient tout accepté pendant 40 ans, et étaient prêts, peut-être, à tout accepter encore.

Au contraire, sous les prétextes les plus divers et les plus fantaisistes, la plupart furent expulsés du parti et perdirent leur travail; les plus chanceux furent seulement mis à la retraite.

Plusieurs se suicidèrent.

Sous couvert d'anti-sionisme, une campagne antisémite se déclencha dans tout le pays : dans la presse, à la radio et à la télévision, dans les organismes du parti.

Il semble certain qu'un vaste procès « anti-sioniste » fut même envisagé après les manifestations étudiantes de mars 68. « Trybuna Ludu » (organe du Parti Ouvrier Unifié de Pologne) parla - une seule fois - d'un complot sioniste destiné à renverser le régime. L'origine juive de certains manifestants fut soulignée; et on arrêta pour faire bonne mesure, des jeunes juifs aui n'avaient pas manifesté. Mais l'idée n'eut pas de suite, et l'on se contenta de juger par petits paquets les étudiants arrêtés.

Si cette campagne rencontra peu d'écho dans la population, elle permit les initiatives individuelles: licenciements, refus d'embauche, alors qu'il est difficile de trouver du travail en Pologne

Rien d'étonnant, à ce que l'écrasante majorité des juifs polonais ait choisi de profiter des «facilités» offertes pour émigrer.

Après avoir signé une demande d'abandon de la nationalité polonaise, versé 5.000 zlotys (deux à trois mois de salaire pour un ouvrier), payé la remise à neuf de leur logement (environ 5.000 zlotys), ils auront, si leur demande est accordée, un mois pour quitter la Pologne avec un titre de voyage d'apatride. Ils pourront, après de multiples contrôles, emporter leurs affaires personnelles, linge, mobilier, mais ils devront partir sans un sou.

Le plus souvent, ces prétendus sionistes n'iront même pas en Israël. Certains, même, afin de ne pas demander à y émigrer, profitent d'un voyage en Occident pour ne plus retourner en Pologne.

Et pourtant, le problème juif risque fort de ne pas être résolu pour autant : le colonel Walichnowski, chef du service des questions juives au ministère de l'Intérieur a, en effet, recensé 300.000 juifs!

Quand on sait que sur les 25.000 juifs qui vivaient en Pologne, un certain nombre se déclaraient de nationalité polonaise (la nationalité polonaise (la nationalité polonaise, juive, allemande... distincte de la citoyenneté, doit être mentionnée sur les questionnaires officiels, et en particulier les demandes d'emploi), on peut se demander comment Walichnowski en est arrivé à ce chiffre, et quels ont été les critères retenus... l'existence d'une grand-mère juive » peut-être?

Ainsi, la « République populaire » qui fêtait cette année son 25° anniversaire en est arrivée à employer les mêmes méthodes que la Pologne de Pilsudski.

# la crise s'approfondit

OURVENANT quelques jours après les violentes manifestations qui se sont déroulées dans tout le monde musulman à la suite de l'incendie de la Mosquée El Aqsa, le détournement d'un appareil américain Boeing par un commado palestinien a encore une fois fait monter de quelques degrés la tension au Moyen-Orient.

Quelles que soient les conséquences possibles de ce geste (représailles israéliennes contre la Syrie, intervention diplomatique américaine et pressions de Washington sur Damas, etc.), il montre encore une fois que la supériorité militaire d'Israël sur les pays arabes, supériorité qui s'est nettement manifestée dans la guerre des Six Jours de juin 1967, n'a pas fait avancer d'un l'acceptation du peuple israélien par ses voisins et n'a

qui sont soutenus par une population unanime.

Pour les Israéliens, cette situation réduit à néant les espoirs entretenus chez nombre d'entre eux que la guerre des Six Jours était la « der des der », que cette fois « les Arabes avaient compris » et que la victoire d'Israël ouvrait toutes les espérances de paix. En fait, cette victoire n'en a ouverte aucune et cela il était facile de le prévoir. En se transformant en occupant et en



La mosquée El Aqsa après l'incendie du 21 août

(U.P.I.)

donc rien résolu pour la population juive. Bien au contraire. Les déclarations ronflantes et les vantardises des leaders arabes d'avant juin 1967, déclarations qui n'étaient jamais suivies d'effets et qui permettaient une paix relative entre l'Etat sioniste et ses voisins, ont fait place aux actions décidées des commandos palestiniens qui se sont montrés capables de frapper Israël dans ces villes mê-

Ainsi, loin de donner un répit aux Israéliens, l'action militaire des Six Jours et les conquêtes territoriales importantes qui en ont résulté n'ont fait que donner un coup de fouet à la lutte des Arabes palestiniens en portant le combat dans les limites mêmes de l'Etat juif.

Et jusqu'à présent, les déportations, les dynamitages de maisons d'habitations, les emprisonnements, les tortures et les exécutions sommaires de prisonniers qui « voulaient s'enfuir », loin d'effrayer la jeunesse arabe, n'ont fait que renforcer sa détermination. Chaque combattant abattu, chaque nouveau prisonnier, chaque dynamitage, font surgir des dizaines de jeunes prêts à lutter contre l'occupation et à combattre à leur tour.

adversaires de l'Etat d'Israël, ce ne sont plus des armées arabes mal équipées, mal commandées et dont les soldats ne savent pas pourquoi ils combattent, mais quelques milliers de combattants, jeunes pour la plupart, qui veulent se libérer d'un joug intolérable et adoptant des méthodes qui sont celles de toutes les armées d'occupation, les Israéliens ont

peuples de la région.

l'aboutissement logique de l'attitude qui fut celle des dirigeants de la communauté juive de Palestine bien avant l'instauration de l'Etat d'Israël en 1948.

De tout temps, les dirigeants le pays au peuple arabe de Pamême l'existence d'un peuple arabe de Palestine, et donc des

creusé un peu plus le fossé qui 'es sépare du peuple arabe de Palestine et de tous les autres

Cette situation n'est que

sionistes ont refusé de reconnaître un droit quelconque sur lestine qui y habitait. Ils niaient

Pas plus d'ailleurs que l'emploi de la force contre ces mêmes

Arabes pour proclamer l'Etat juif, et une fois celui-ci créé, le refus systématique de donner des droits égaux aux Arabes restés à l'intérieur des limites de cet Etat, d'autoriser ceux qui croupissaient dans les camps de réfugiés à retourner chez eux.

droits nationaux d'un tel peuple,

mais par contre proclamaient

que les droits du peuple juif sur

le pays étaient, quant à eux,

Qu'une telle attitude les ait

conduit d'une part à ignorer

systématiquement les aspirations

du peuple arabe, d'autre part à

s'appuyer sur les puissances co-

loniales du moment (turque puis

anglaise) pour parvenir à leurs fins n'est donc pas pour étonner.

imprescriptibles.

Et c'est cette même politique de force et de fait accompli que l'Etat d'Israël a continué d'employer en 1956, en participant à l'agression franco-anglaise contre l'Egypte, puis en juin 1967 et qu'il continue d'employer aujourd'hui.

Ce faisant, les dirigeants israéliens sont obligés de transformer leur pays en une vaste caserne et de maintenir la population juive sur le pied de guerre 24 h sur 24 h.

Loin d'offrir aux juifs de Palestine et d'ailleurs la sécurité et la paix que leur promettaient les sionistes, l'Etat juif s'est transformé en un vaste ghetto en arme ou, pour reprendre l'expression de Trotsky, en un piège sanglant.

Aujourd'hui, deux voies s'ouvrent à la population juive d'Israël. La première, qui consiste

certains droits sur le pays, les arabes palestiniens en ont, quant

à eux, bien plus. Une telle politique impliquerait bien sûr la fin de l'Etat juif, sioniste, religieux et théocratique mais permettrait la naissance d'une Palestine binationale au sein de laquelle la population juive aurait sa place, aux côté des arabes palestiniens. Et c'est là la seule solution que peuvent défendre aujourd'hui tous ceux qui luttent pour le so-



#### LA LIBERTE DE LA PRESSE vue par le maire de Jérusalem ... et par les autorités israéliennes

l'émission « Panorama » du jeudi 28 août, les téléspectateurs ont pu entendre des interviews de certaines personnalités juives et arabes de Jérusalem après l'incendie de la mosquée El Aqsa. Une de ces personnalités était M. André Chouraqui, maire de Jérusalem, qui, après avoir reconnu que les Israéliens étaient effectivement des occupants dans certains territoires arabes, insista notamment sur l'« exceptionnelle tolérance » de cette occupation, notamment dans le domaine de la liberté de la presse.

M. Chouraqui est sans doute un plaisantin. Sinon il aurait dû savoir que dans les territoires occupés nombre de journaux sont interdits, y compris d'ailleurs certaines publications diffusées librement en Israël même. C'est notamment le cas pour « Al Hittihad » l'organe en langue arabe du Parti Communiste Israélien. Mais non seulement les autorités israéliennes interdisent dans les territoires occupés des publications en langue arabe mais de plus elles vont même jusqu'à interdire des traductions en arabe de journaux israéliens. Ainsi les militants révolutionnaires de l'Organisation Socialiste Israélienne avaient décidé de diffuser une édition en langue arabe de leur mensuel « Matzpen » (La Boussole). Mais alors que l'édition en hébreu était normalement diffusée, la censure faisait sauter les trois quarts du texte de l'édition arabe et notamment tous les articles concernant la situation intérieure pour ne laisser que deux articles, l'un sur les étudiants, l'autre sur

Comme on le voit, « l'exceptionnelle tolérance » dont a parlé M. Chouraqui a des limites très strictes.

# Que font les troupes

l'issue du dernier Conseil des Ministres le gouverne-ment a fait savoir, par la bouche du ministre de l'Information, qu'il restait fermement attaché à la soi-disant politique d'indépendance nationale et de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

On se demande dans ces conditions ce que font au Tchad les soldats du 2° régiment étranger de parachutistes qui ont reçu des renforts début août, sinon empêcher un peuple de se débarrasser d'un dictateur sanglant et honni qui a pour nom Tombalbaye. Ce dernier, d'ailleurs, déclare modestement : « Je n'ai aucune honte à dire publiquement que c'est moi et moi seul qui ait demandé aux Français de venir remettre de l'ordre ».

Dans le même discours il déclare d'ailleurs que la « rébellion » contre son autorité dure depuis 5 ans et qu'elle aurait fait plus de 1.100 tués chez les « hors la loi » et plus de 200 parmi les « forces de l'ordre ». Et ces chiffres sont très certainement en dessous de la vérité.

Mais que veulent ceux que Tombalbaye qualifie de « rebelles » et de « hors la loi » ?

Avant tout la fin du régime Tombalbaye, régime mis en place par l'impérialisme français et qui, comme tous ces types de régimes néo-colonialistes, remplit les prisons d'opposants politiques, supprime tous les droits démocratiques et truque régulièrement les élections pour obtenir, comme en juin dernier, 93 % des suffrages exprimés.

Pourtant le caractère fallacieux de cette cote populaire préfabriquée apparaît avec évidence lorsqu'on sait que le régime Tombalbaye est incapable de venir à bout des insurgés malgré l'appui des troupes françaises, insurgés regroupés dans le Front de Libération Nationale Tchadien (FRO. LINA). En fait le régime tchadien ne tient que grâce au soutien effectif de l'impérialisme français. Ce dernier, à l'appel de Tombalbave, est intervenu sous le prétexte d'accords de défense alors qu'il était évident pour tout le monde que c'était les Tchadiens eux-mêmes qui menaçalent le régime.

Mais qu'ils ne soient qu'un peu plus de 300, comme le prétendent les autorités tchadiennes, ou plus de 3,000 comme l'affirme de son côté le Front, les soldats français ne remplissent au Tchad qu'un rôle de gendarme de l'impérialisme. L'impérialisme français devrait pourtant se souvenir que jusqu'à présent une telle politique ne lui a guère réussi que ce soit au Vietnam ou plus tard en Algérie.

Si le gouvernement Tombalbaye, défenseur des intérêts français au Tchad, est menacé par le mécontentement populaire nous ne pouvons que nous en réjouir. Et la meilleure facon d'aider le peuple tchadien dans sa lutte c'est d'exiger le retrait immédiat de toutes les troupes françaises

# L'opinion publique américaine favorable aux Gl's mutinés peut hâter la paix



I la décision soudaine du président Nixon de différer l'annonce d'un nouveau retrait de vingt-cinq mille hommes, ou même de cinquante mille, ni la présence, dans le nouveau gouvernement de Thieu d'anti-communistes aussi notoires que le général Khiem, fidèle soutien de Diem jusqu'à la veille de sa liquidation, ne sont les signes d'un changement de la politique américaine de désengagement du Vietnam.

Tout cela illustre au contraire la complexité de la situation des U.S.A. qui ne peuvent réduire le peuple vietnamien par les armes, comme l'offensive du Têt l'a montré d'une manière si spectaculaire, mais qu'aucune défaite décisive ne contraint à un réembarquement précipité.

L'impérialisme américain conserve les moyens militaires de ne pas renoncer à l'objectif politique pour lequel il se bat depuis de nombreuses années : empêcher le Sud-Vietnam de basculer dans le camp « socialiste » et de venir ainsi renforcer le camp de ceux qui, un jour ou l'autre, seront les adversaires déclarés des ILS A

Les garanties effectives d'une neutralisation du Sud-Vietnam, voilà ce que veulent obtenir les américains des négociations avec le F.N.L. Les modalités de l'existence du futur état Sud-Vietnamien, sa place sur l'échiquier international, l'aide dont il pourra éventuellement bénéficier seront l'objet d'âpres marchandages. Et jusqu'au dernier moment, le rapport des forces militaires sur le terrain, pèsera du pus grand poids sur les négociations. C'est en fonction de ce rapport de forces, ainsi que des implications politiques de leur retrait dans tout le reste de l'Asie de Sud-Est que l'impérialisme américain opère ses opérations de dégagement, avec

une marge de manœuvre d'autant plus grande que sa puissance militaire n'a guère été entamée.

Mais si l'impérialisme américain n'a pas à craindre, sur le terrain, des revers tels qu'il soit obligé de renoncer à ses objectifs politiques, les dirigeants de la bourgeoisie américaine devront, de plus en plus, compter avec la volonté de paix du peuple américain et des G.I.'s

Car tout le monde sait, aux Etats-Unis, que les troupes américaines vont quitter le Vietnam. Johnson l'a dit, quelques temps avant les élections présidentielles et Nixon l'a répété, faisant même de la « paix honorable » au Vietnam l'un des thèmes majeurs de sa campagne électorale. Dans ces conditions, l'opinion publique, qui avait supporté la guerre dans les premières années, comprend de moins en moins les raisons de la poursuite de combats meurtriers et refuse chaque jour davantage de voir ses soldats « mourir pour une guerre qui se meurt », selon l'expression d'un journaliste.

C'est ainsi que la grande majorité de l'opinion publique américaine, et la plupart des grands journaux, ont approuvé la mutinerie d'une compagnie de la 196° brigade d'infanterie U.S. au Vietnam. Les amé. Cains ont pris fait et cause pour les soixante G.l.'s qui, après cinq jours de patrouilles meurtrières, ont refusé d'obéir à leur lieutenant et de repartir une sixième fois sur le terrain récupérer les débris d'un hélicoptère abattu par le F.N.L.

Cet acte de désobéissance caractérisée, loin de choquer les américains, a été parfaitement compris. A tel point que la commandement militaire a fait savoir qu'il n'entreprendrait aucun action punitive contre la compagnie A.

Et s'il se developpe encore, le mouvement de protestation contre la guerre du Vietnam qui a pris corps sur le sol des U.S.A. peut obliger à un rapatriement plus hâtif du corps expéditionnaire.

Cela dépend des travailleurs américains et de tous ceux qui veulent que cesse enfin cette sale guerre.



Londonderry: des manifestants catholiques attaquent les forces de police de l'Ulster. (U.P.I.)

près les émeutes de la miaoût en Irlande du Nord qui ont fait huit morts et plusieurs centaines de blessés — le gouvernement britannique, qui jusqu'alors n'avait guère manifesté d'empressement à trouver une solution aux problèmes de la minorité catholique, s'est brutalement réveillé de sa torpeur. Il est vrai qu'il ne pouvait plus reculer, étant donné l'ampleur des événements, sans voir la situation lui échapper totalement. De plus, à l'approche des élections générales en Grande-Bretagne, les voix travaillistes des catholiques irlandais ne sont pas à négliger dans la position précaire où M. Wilson se présentera.

#### CE QUE LONDRES PEUT IMPOSER

Les premières mesures prises par Wilson et son ministre de l'Intérieur, Callaghan, avaient pour but d'apaiser, au moins provisoirement, la colère de la minorité catholique. C'est ainsi

#### IRLANDE:

## QUI RÈGLERA LE PROBLEME SOCIAL?

que des soldats britanniques sont venus pour la protéger, et que les forces supplétives protestantes « Special B » ont été désarmées.

Si les troupes anglaises ont été accueillies par les catholiques irlandais en véritables sauveurs, c'est parce qu'elles apportaient au moins la garantie que les catholiques ne se feraient plus abattre en pleine rue par les protestants armés. Et M. Callaghan a même pu prendre un bain de foule au cours de sa tournée en Irlande du Nord et faire applaudir ses discours par les communautés catholiques.

Le gouvernement de Londres est prêt, pour prouver ses bonnes intentions, à se débarrasser du Premier ministre d'Irlande du Nord, Mr. Chichester-Clark: déjà ce dernier n'est plus seul à prendre ses décisions puisque Wilson lui a adjoint deux « conseillers » venus tout spécialement de Londres. Il est également fort possible qu'on accorde l'égalité des droits civiques, puisque c'est pour cette revendication que les catholiques irlandais se battent depuis plus d'un an. Callaghan vient d'instituer une « commission d'enquête » pour veiller à ce qu'il n'y ait aucune discrimination envers les catholiques

dans le domaine du logement, de l'emploi ou de la religion.

L'Angleterre peut certes réformer tout cela, même si elle doit se heurter à la majorité protestante, même si cela lui coûte. Elle ne pourra rétablir l'ordre à moins.

#### MAIS RIEN NE SERA REGLE

Ainsi les problèmes pour lesquels les catholiques irlandais se sont mobilisés seraient en principe résolus. Toutefois, on sait ce que valent ce genre de mesures - si elles sont appliquées — dans la pratique. Dans un pays où la discrimination non seulement politique mais encore sociale - entre catholiques et protestants subsiste depuis des siècles, on imagine difficilement que l'égalité en droits passe dans les faits. Les Noirs américains aussi ont acquis l'égalité des droits civiques — et cela n'a pas changé grand-chose à leur condition.

On peut douter que toutes les mesures politiques que l'Angleterre pourra imposer changent beaucoup les conditions de logement des catholiques irlandais, les bas salaires qu'on leur réserve, ou le chômage qui est leur lot.

Car c'est aussi — et surtout

— pour cela qu'ils se battent, même si leur lutte peut revêtir un aspect religieux.

Car l'Irlande est un pays pauvre, exploité depuis des siècles par l'Angleterre. Cette exploitation est subie également par la majorité protestante, celle qui vit du capital. Aussi les protestants n'en sont-ils que plus âpres à défendre leurs privilèges sur la minorité catholique.

Or le gouvernement anglais ne pourra apporter aucune solution à ces problèmes. S'il peut résoudre, momentanément, le problème politique, il n'est nullement en mesure d'apporter une solution aux problèmes économiques et sociaux.

Si les catholiques irlandais obtiennent l'égalité des droits civiques, les vrais problèmes resteront. Peut-être alors prendront-ils pleinement conscience que les divisions religieuses — créées et soigneusement entretenues par l'Angleterre — ne font que masquer l'exploitation économique que celle-ci fait subir à l'Irlande.

Alors les envoyés de Londres ne pourront plus jouer les arbitres d'un conflit qu'ils ont euxmêmes créé, et les Irlandais se retourneront contre leur véritable exploiteur : le capitalisme, qu'ils soit irlandais ou anglais.

# L'assurance maladie des commerçants et artisans



M. Boulin recevant les représentants des organisations de travailleurs indépendants, afin de discuter des revendications concernant le régime maladieinvalidité: Un problème difficile pour le gouvernement qui cherche à gagner du temps. (U.P.I.)

E nouveau gouvernement retrouve un à un, après quelques mois de répit, tous les problèmes laissés en suspens par son prédécesseur. L'assurance-maladie des travailleurs indépendants est sans conteste l'un des plus difficiles. Le régime actuel d'assurance, voté en juillet 66, avec l'appui des représentants officiels des différentes organisations de commerçants et d'artisans s'est révélé à l'usage quasi-inappliquable. Goutte d'eau qui a fait déborder le vase d'un mécontentement beaucoup plus large, il a entraîné des réactions très violentes, des attaques de perceptions pour freiner son application par la saisie de dossiers, et finalement les heurts de la Tour du Pin.

Ces réactions pourraient bien être, malgré l'accalmie présente, le début d'une agitation plus vive et plus vaste dans une couche sociale qui jusqu'ici a soutenu, en général, le pouvoir. Aussi après avoir multiplié les promesses tant d'allègement que de simplifications fiscales, que de révision de l'assurance-maladie, le gouvernement se retrouve maintenant au pied du mur et ses hésitations sont visibles.

Sa volonté de gagner du temps lui a fait remettre le dossier à un Parlement dont il redécouvre les vertus. Trois commissions sont chargées de trouver un compromis acceptable avec les organisations syndicales des artisans et commerçants dont la représentativité reste douteuse.

En fait, le problème est quasi insoluble dans la situation actuelle sans dépenses gouvernementales importantes. De quoi s'agit-il? Le gouvernement a proposé aux travailleurs indépendants une assurance-maladie couvrant les gros risques, longue maladie. Le prix de l'assurance a semblé d'autant plus prohibitif aux artisans et commerçants que la couverture était limitée. De plus, on leur demandait de prendre en charge les cotisations des 60.000 bénéficiaires du fonds national de Sécurité, incapables de payer, et certains conjoints qui étaient affiliés directement à la S.S. voyaient leur protection diminuer.

Pour tenter d'atténuer les remous, le gouvernement a fait quelques concessions. Il propose d'élargir la liste des 21 longues maladies couvertes actuellement, de reprendre à son compte les 40 millions de cotisations correspondant aux bénéficiaires du Fonds national de sécurité, et de maintenir les avantages acquis.

Cela ne suffit évidemment pas. Le problème de fond n'est pas abordé: la protection sociale coûte cher. Les travailleurs y consacrent près d'un tiers de la masse salariale globale. Chaque fois qu'un travailleur touche 100 F de salaire direct, il laisse plus de 40 F de salaire indirect. Même si une partie de cette somme est détournée par le gouvernement : constructions d'hôpitaux, subventions à l'industrie pharmaceutique, le coût global est en tout état de cause très élevé. Et c'est pour cela que le gouvernement n'a proposé que de couvrir les risques déterminants pour réduire le coût de l'assurance-ma-

C'est souvent encore trop pour beaucoup de petits commerçants et artisans déjà grevés de charges de toute sorte, soumis aux tracasseries fiscales et à la concurrence de plus en plus dure des formes modernes de production et de vente. L'impression générale qu'il s'agissait, en fait, d'un impôt nouveau a été renforcée par l'illusion que les assurances privées couvraient plus, à de moindres frais, alors que leur garantie est parfois douteuse et qu'elles sont généralement personnelles et non pas familiales

En tout état de cause, les petits commerçants et artisans les plus pauvres ont d'extrêmes difficultés à faire face à cette charge obligatoire supplémentaire, et ce d'autant plus que les plus gros commerçants ne participent pas au nouveau régime car ils bénéficient de tous les avantages de la Sécurité Sociale, comme employés de leur propre société.

La situation reste donc explosive. Toute tentative du gouvernement pour prendre de force les cotisations encore impayées ne peut qu'entraîner de nouvelles réactions encore plus violentes. Comme il ne veut pas augmenter son aide, le gouvernement cherche à temporiser. Mais les différentes solutions envicagées: amélioration du régime actuel, assurance - obligatoire « libre » analogue à l'assurance automobile, rattachement à la Sécurité sociale, augmenteraient encore le prix des cotisations déjà trop lourdes si le gouvernement n'en prenait pas une large part, ou ne la faisait supporter par d'autres, le régime général de la S.S. par exemple C'est d'ailleurs pour cette raison que la C.G.T. se déclare opposée aux rattachements des travailleurs indépendants à la S.S.

En fait dans cette société soidisant de consommation, on est capable d'envoyer des fusées sur la lune, mais l'Etat se refuse à consacrer les ressources nécessaires à la santé publique et d'assurer le droit aux soins même à ceux qui n'en ont pas les niovens

La société capitaliste à notre époque multiplie les dépenses improductives, les subventions directes ou indirectes aux grandes sociétés en s'attaquant à l'ensemble des autres couches. Les syndicats ouvriers s'ils étaient un peu plus décidés à l'action commune des ouvriers, artisans et commerçants, auraient là une excellente occasion de proposer une lutte commune sur la seule solution sérieuse au problème de la santé à notre époque : l'instauration d'un service national de médecine gra-

## Les assassins du dimanche sont les



Accident:
Qui est responsable?

E retour des vacances s'est déroulé aussi mal que les départs. On avait quitté la cohue des routes pour trouver celle des plages, pour revenir enfin comme on avait commencé. Chaque « rush » a laissé ses hécatombes. On en vient à se souhaiter « bonne chance » avant le départ comme on invoquait la bonne fortune contre les brigands du temps des diligences. Chaque siècle a ses malheurs. Mais si le bourgeois a entre temps assuré sa bourse et sa vie, les travailleurs ont aujourd'hui à payer la rançon... des congés payés! La « transhumance » annuelle se paie décidément bien cher. Et s'il suffisait de sens civique et d'imagination pour chercher détente et repos au calme, un autre mois que juillet et août, la police et la radio n'auraient déjà plus le plaisir de nous faire la morale.

Mais, comme chacun sait (sauf les commandants de gendarmerie et les ministres, mais ils sont payés pour l'ignorer), les travailleurs ne choisissent pas leurs dates de vacances! Ils n'ont pas non plus choisi d'avoir des congés payés bloqués sur quatre semaines au même moment. A y regarder de près, ces congés payés sont surtout pratiques et peu coûteux pour les patrons. En fait de loisirs, le mois de vacances ne nous laisse que celui de récupérer juste assez pour tenir le rythme à la rentrée. Mais, « congés payés », ça sonne bien,

ça a presque l'air d'un cadeau.

C'est spectaculaire et ça ne coûte pratiquement rien: pour avoir le même temps annuel de travail il suffit d'augmenter d'une heure l'horaire hebdomadaire de travail... pour compenser chaque semaine de congés payés supplémentaires.

Cela équivaut à une augmentation de salaire d'à peine 2 % ! L'ouvrier y gagne un repos au rabais qui lui est grignoté à la petite semaine, le patron n'y perd rien et y laisse de la poudre aux yeux. En 1955, pour évi-

## VERS LA RENTRÉE DES CLASSES

POUR rester fidèle à l'esprit de rénovation de son prédécesseur ,le nouveau ministre de l'Education nationale, Olivier Guichard vient d'annoncer quelques « aménagements » de son cru. Il ne s'agit ni de participation ni de dialogue ce sont des mots qui ont une résonnance vieillotte aujourd'hui - mais, de la suppression pure et simple des classes du samedi dans l'enseignement primaire et d'un changement imposé de la répartition des vacances scolaires.

Bien entendu toutes ces mesures sont prises « dans l'intérêt des enfants », au nom de la « pédagogie » et de « l'hygiène ». C'est même à la demande des parents d'élèves (lesquels ?) que le samedi après-midi a été libéré. Il s'agirait de permettre aux enfants et par conséquent aux parents de partir en week-end! C'est un argument irrésistible, social, rationnel... c'est évident.

Comme il est évident que dans toute cette histoire on se moque tranquillement de nous. Pas besoin d'être ministre, pédagogue ou membre président des parents d'élèves pour savoir que ces mesures vont profondément perturber la vie des gens qui travaillent. Bien sûr déjà dans la plupart des lycées et collèges, le samedi après-midi était libre, mais l'école primaire c'est l'école publique,

celle qui est obligatoire, celle qui accueille toute la population enfantine du pays, quelles que soient la situation et les ressources des parents. Et si la plupart des écoles primaires privées, confessionnelles ou a utres, avaient depuis longtemps octroyé le samedi à leurs élèves, ce « privilège » correspondait bien au milieu social qui les fréquentait.

En fait et sans vouloir dramatiser, ce samedi après-midi que l'on vient de libérer dans l'enseignement public, ne gènera pas seulement les gens qui travaillent le samedi, mais surtout — et c'est la majorité — tous ceux qui utilisaient ce jour pour les achats, les travaux, les services qu'ils ne peuvent faire dans la semaine pendant leur travail.

Il y a pire. Il y a ces huit jours que l'on vient de reprendre aux grandes vacances pour les mettre en novembre. Du point de vue de la stricte pédagogie c'est évidemment une mesure sensée quoique minime. La France est l'un des rares pays de scolarisation ancienne qui supporte une coupure aussi longue et aussi aberrante aux grandes vacances. L'année scolaire est fort mal répartie, fort mal coupée, fort mal aménagée. L'écolier français, tout comme ses parents ouvriers, est celui qui a la journée de travail la plus longue d'Europe (il est également celui qui fait le moins d'éducation physique, mais ceci est une autre affaire).

Dans ce cadre tout ce qui vise à réduire la coupure des grandes vacances ne peut être qu'une amélioration pédagogique, mais comparée à la réforme nécessaire, l'aménagement proposé par le ministre aura autant d'effet qu'un emplâtre sur une jambe de bois.

Par contre, et c'est une question que l'on ne saurait éluder, la semaine de novembre si elle a l'avantage de couper le « monstrueux premier trimestre » est totalement inadéquate sur le plan social.

Tout le monde a protesté, même les mères de famille restant à la maison. « Que faire des gosses huit jours en novembre ? » C'est trop court pour les envoyer FFECTIFS DUCENTAE SPORTH UNIVERSITAIRE
DE CAEN

2000

1984

à la campagne, c'est trop long pour les garder en appartement. Quant aux mamans qui travaillent, rien n'est prévu pour elles. Elles peuvent toujours demander huit jours de congés sans solde à leur patron, elles ne les auront même pas. Alors les enfants seront à la rue, en novembre c'est-à-dire sous la pluie ou dans le froid. Quant aux privilégiés, ceux qui pourront partir, ils se compteront sur les doigts de la main. En outre, du point de vue de l'acquisition des connaissances des enfants, il y a fort à parier que cette coupure de huit jours intervenant beaucoup trop tôt dans le premier trimestre n'aboutira qu'à rompre les habitudes intellectuelles à peine acquises et qu'elle perturbera plus l'enseignement qu'elle ne l'équi-

Le problème est en réalité beaucoup plus vaste et beaucoup plus complexe. L'école assure aujourd'hui un double service public, pour lequel elle est aussi mal adaptée que possible. Elle a pour charge d'instruire, et nous savons qu'elle le fait dans les pires conditions: pénurie de maîtres compétents, de locaux, d'équipement et surtout programme vieilli, marqué, étriqué, véhicule suranné d'une morale de classe à la fois hypocrite et fétichiste. Mais elle assure en outre un service

social d'accueil et de garderie des enfants scolarisables.

Ces deux fonctions devraient être assurées par des organismes ou du moins des personnels différents, fonctionnant en étroite collaboration et de façon complémentaire. Les garderies et Centres aérés existants sont totalement insuffisants et souvent bien trop chers pour les petits budgets. Cela demande évidemment des installations, du personnel qualifié, tout un équipement indispensable, et qui devrait être gratuit pour les usagers. Cela demande par conséquent beaucoup d'argent. Beaucoup d'argent?

Beaucoup plus que l'entretien de tous ces bataillons de policiers, C.R.S. et gardes mobiles de toutes sortes? Beaucoup plus que le financement de toutes ces opérations X, Y ou Z? Beaucoup plus que n'importe quelle grande manœuvre de notre vaillante armée? Beaucoup plus que n'importe quelle aide à l'industrie privée? Non, mille fois non, il suffit de compter.

Mais le gouvernement qui sait compter a fait son choix. Un choix qui, une fois de plus, est décidé au détriment des petites gens.

C'est l'un des innombrables scandales de la rentrée. Et ce ne sera pas le dernier.

## Natation obligatoire dans les écoles : Faudra être gonflé!

OPINION publique a été, à juste titre, émue par les accidents survenus au bord de la Loire et sur le lac Léman. De jeunes enfants y périrent noyés avant que les secours puissent intervenir. Les rares survivants, par chance, savaient nager.

Il s'en suivit toute une polémique sur la natation et la gymnastique scolaires obligatoires. Au terme de toutes ces discussions, on devait apprendre par le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, Comiti, qu'un effort allait être fait en la matière.

Cinquante piscines gonflables allaient être installées dans les écoles primaires. En comptant trois mois dans chaque école et douze séances par jour pour 25 enfants à chaque fois, cela ferait 250.000 jeunes qui, chaque année, seraient initiés à la natation! Précisons que ces piscines qui feront 12,50 m sur 6, auront 0,90 m de profondeur. On pourra les installer sous les préaux!

Voilà! Il fallait y penser. En petit maillot de bain en février, il fera bon sous les préaux. Quant aux instituteurs, on leur promet du plaisir, d'autant que les horaires d'éducation physique dans le primaire passent de 2 h 30 à 6 heures par semaine. Bien entendu, il sera difficile et onéreux de recruter des moniteurs compétents, on fera donc appel au volontariat et on prévoit de détacher quelques centaines d'instituteurs que l'on « initiera » en quinze jours avant de les lâcher dans la nature pour « stimuler » leurs collègues.

Une solution d'avenir et qui ne coûte pas cher...

P.S. — Le gouvernement a décidé la création et l'aménagement de casernes de C.R.S. dans la plupart des villes. On ne sait pas encore s'il s'agit de casernes « gonflables ».

## mêmes que ceux de la semaine

ter que la grève de Nantes St-Nazaire fasse tâche d'huile, les trois semaines furent accordées à un grand nombre d'ouvriers. En 1956, le gouvernement Guy Mollet fit avaler le départ des rappelés en Algérie en étendant et légalisant la troisième semaine à tout le monde. Au moment de la grève des mineurs en 1963, on est passé à la quatrième semaine qui a été légalisée il y a trois mois. La preuve que ces congés supplémentaires n'étaient pas destinés à réduire le temps de travail fut que de 1959 à 1963, la durée ANNUELLE du travail avait augmenté en France de 2,5 %, record des pays industrialisés, et qu'elle n'a pratiquement pas diminué depuis. Elle totalisait alors le plus grand nombre d'heures de travail avec 2.259 heures (rapport de la Commission de la main-d'œuvre du Ve Plan).

En cédant d'une main ce qu'il reprenait de l'autre, le patronat ne s'est bien sûr guère soucié des conditions dans lesquelles les ouvriers allaient devoir prendre ce repos réglementé. Com-

me en toutes choses la pagaille devait y pourvoir. Tant qu'il n'y avait que 15 jours de vacances, ils s'étalaient facilement pendant les mois d'été et l'on avait encore une chance de trouver sa petite place au soleil. Avec les quatre semaines, l'étalement devient difficile, d'autant plus que pour éviter tous frais de roulement, toute embauche de personnel supplémentaire, la plupart des grosses entreprises préfèrent fermer boutique pendant un mois. Pendant un mois on assiste alors à un arrêt fantastique de la production. La vie tourne au ralenti, pour mieux augmenter la cadence ensuite. Et leurs comptes faits, les patrons s'y retrouvent. On juge en passant de leurs larmes de crocodiles sur l'arrêt de la production pendant le mois de mai 68. Pensez d'une ruine, alors que ce pays capitaliste s'offre un mois de mai 68 en août tous les ans! Pas tellement pour le bien être des travailleurs, mais parce que l'accroissement de l'intensité du travail, l'allongement de la semaine de travail rendent vitales ces quatre semaines de récupération pure et simple sans laquelle les patrons auraient du mal à faire suer les travailleurs à la cadence.

Le résultat évidemment n'est pas brillant. Et le repos du travailleur a la qualité de ses conditions de travail : il a droit à la cohue, au\* bon marché paye tres cher. Le camp de camping devient le bidonville des vacances, la queue à quatre dans la 2 CV revient moins cher que le train... et les commentateurs de la radio peuvent faire de la psychologie, à bon marché elle aussi, sur le complexe du conducteur, bête, agressif, ignorant... et manquant d'imagination.

L'imagination quant à elle n'est pas encore au pouvoir : où sont les moyens de transports ingénieux, corrects et suffisants ? Où sont les plans prévus pour les prochaines vacances ? Décidément l'audace se fait prudente et on s'en tient au bon vieux remède dont tout le monde finit par se lasser : les flics sur la route, et un peu de cinéma pour faire plus vrai. Mais les alcootests n'ont pas encore désencombré les routes. A défaut

d'imagination ces messieurs de la police savent tirer la morale de l'histoire: « Automobilistes, pour régler le problème de la circulation, évitez les autoroutes (on les construit paraît-il pour faciliter la circulation!). Empruntez les routes secondaires (et pourquoi pas les chemins vicinaux?) »

...Le monde à l'envers quoi, mais cela, nous le savions déjà.

#### **LUTTE OUVRIERE**

Directeur Publication : Michel Rodinson

**ABONNEMENTS:** 

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois . . . . . . . . . . . . 30 F 1 an . . . . . . . . . . . . 50 F

**ABONNEMENTS SOUS PLI FERME:** 

Correspondance:

M. RODINSON - Initiative Socialiste - 54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6\*

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS

### Les empoisonneurs

EPUIS quelques années, les mises en garde des savants du monde entier sont fréquentes et de plus en plus insistantes. Le grand public, lui, qui parcourt à peine les articles qui traitent de la question dans son journal habituel — mais que peutil donc y faire? - n'en prend conscience qu'aux vacances.

Quand, sorti enfin de la grande ville dont il respire l'air vicié durant 11 mois sur 12, il découvre que la plage est couverte de goudron (et pour cela pas besoin de « marée noire », la marée ordinaire suffit largement), que le poisson a disparu de la rivière ou même que la baignade y est désormais interdite (comme pour l'Allier et certains de ses affluents durant ce dernier mois d'août et la plupart des rivières normandes).

Mais le problème de la pollution des eaux est bien plus dramatique que celui du touriste qui se voit privé du plaisir de se baigner ou de taquiner la truite ou encore doit subir le désagrément de porter une carapace de goudron sous la plante des pieds. Au sens propre du terme, l'homme est en train d'empoisonner l'ensemble des cours d'eau et des mers de la pla-

L'homme... ou plutôt les

grandes nations industrialisées. C'est aux Etats-Unis que cette pollution des eaux est maximum. Dans le fleuve Potomac qui arrose Washington, par exemple, l'oxygène manque au point de n'y permettre aucune vie animale et il y aurait dans ses eaux cent fois plus de microbes que la limite maximum pour permettre aux êtres humains d'y nager. L'immense lac Erié, lui, est considéré comme irrémédiablement empoi-

Mais la France n'échappe pas à cet empoisonnement général. Cet été, avec ses rivières polluées ou ses côtes recouvertes de pétrole, en a encore amené toute une série de preuves.

Les mises en garde auprès du public ne manquent pas. Car il ne manque pas de bonnes âmes, en effet, prêtes à attribuer cet empoisonnement général au paysan qui jette quelque reste d'insecticide dans le ruisseau proche quand ce n'est pas au campeur qui y lave sa gamelle ou sa chemise, ou encore au plaisancier qui rejette ses détritus à la

Il est sans doute bien vrai que souvent le citoyen de notre civilisation industrielle manque de la plus élémentaire correction sur ce chapi-



La marée noire à Erquy (U.P.I.)

tre et ne se soucie guère de la gêne qu'il peut occasionner aux autres. Les campagnes jonchées de papiers, de carton et de plastique le prou-

Mais l'exemple et les causes majeures ne sont pas là.

Car les premiers et les grands responsables, les seuls même, ce sont les capitalistes, ceux qui ont l'argent, les usines et les moyens de transport. Ce sont les industriels qui déversent à la rivière ou à la mer les déchets dont ils ont oublié de prévoir la destruction qu'ils estiment de toute manière être une dépense inutile. Ce sont les armateurs qui, pour accélérer la rotation de leurs navires et éviter les frais de dégazage de leurs pétroliers au port le font faire en pleine mer, ou même leur font prendre des risques qui amènent les explosions et les accidents.

Ce sont ceux-là qui, par in-

curie ou pour augmenter leurs profits empoisonnent la terre entière. C'est à eux que l'on devrait adresser les mises en garde nécessaires. C'est contre eux que devraient être prises les sanctions et les dispositions nécessaires.

Seulement voilà, eux, ils ont de l'argent. Et du coup, ils sont pratiquement intouchables. Même lorsqu'en théorie le législateur s'est penché sur la question et a édicté des textes à ce sujet.

Le Monde du 6 août dernier publiait une intéressante correspondance de M. André Jarrot, maire de Monceau-les-Mines et député U.D.R. de Saône - e t - Loire. Rien donc d'un gauchiste à la recherche de la moindre occasion de s'en prendre à la propriété

Eh bien, M. le Député de la majorité proteste. Il proteste

parce que le tribunal administratif de Dijon l'a débouté d'une action entreprise contre un arrêt du préfet de la Côte-d'Or. Celui-ci a tout simplement autorisé la société Unalit à rejeter dans la Saône des eaux pouvant contenir jusqu'à un milligramme de phénol par litre, alors que les textes législatifs interdisent expressément tout rejet de phénol. Et pourtant c'est au Préfet que le tribunal a donné raison.

En fait les grandes entreprises, qui ont à leur disposition une armée d'avocats, quand ce ne sont pas les préfets et les tribunaux, font ce qu'elles veulent. Même lorsqu'uprès des années de procédures diverses il arrive qu'elles soient condamnées, l'amende est ridicule par rapport aux économies réalisées. Et en attendant les eaux ont hel et bien été empoisonnées.

#### **ESPAGNE:**

# répression franquiste

N deux mois, 25 basques dont 10 prêtres ont été condamnés à de lourdes peines de prison, par des conseils de guerre.

Pour éviter que la répression n'apparaisse trop massive, le gouvernement fait passer les condamnés par petits groupes de quatre ou cinq.

Mais l'injustice et la répression provoquent l'indignation dans le pays et renforcent la résistance contre le régime franquiste.

Nous publions ci-dessous un communiqué du FRONT DE LUTTE DU PAYS BASQUE CONTRE LA REPRESSION FRANQUISTE.

Il y a trente ans, grâce à l'aide militaire de Hitler et de Mussolini, un régime fasciste s'emparaît de l'Etat espagnol. Au terme d'une guerre civile effroyable, 35 millions d'hommes se sont vus privés de :

liberté politique, liberté syndicale

— liberté religieuse.

Les nations basque et catalane sont niées et combattues dans leur langue, leur culture, leurs aspirations économi-ques, politiques et sociales.

Les institutions fascistes, poussées par des impératifs économiques et politiques ont voulu faire croire à une libéralisation du régime. Mais les faits démentent et détruisent ce mythe

Avril 1967: Etat d'exception en Viscaya.
 Janvier 1969: Etat d'exception en Guipuzcoa.

— Janvier 1969 : Etat d'exception dans toute la Péninsule. Des centaines de militants politiques, des centaines de militants syndicaux, des centaines de basques et de catalans sont jetés en prison.

Mais la répression franquiste ne s'arrête pas là : tout près de nous, de l'autre côté de cette frontière que nous franchissons si souvent et si facilement, le fascisme torture

- Plus de 3.000 basques torturés lors de leur passage dans les commissariats au cours des deux dernières années. - 150 basques du Guipuzcoa déportés durant l'état

d'exception dans cette province. — Trois basques assassinés par la « guardia civil », parmi lesquels un militant d'E.T.A. : Etxebarrieta.

queta et Uriarte, et quatre autres Basques.

Un tribunal militaire spécialement créé pour la répression en Pays Basque doit prochainement juger une centaine de jeunes Basques accusés d'appartenir au Mouvement E.T.A. Les peines requises contre eux oscillent autour de

- Depuis le début de la répression, les peines de prison prononcées s'élèvent à plusieurs milliers d'années. La peine de mort serait demandée pour Izko, Abris-

Ceci est grave, car depuis l'assassinat de Grimau, Delgado et Granados en 1963, l'arbitraire franquiste, sous le coup de la pression internationale n'a plus osé commettre à nouveau de tels crimes. NOUS APPELONS

Tous les démocrates et socialistes soucieux de justice

Tous les Basques conscients de la solidarité qui les

unit à leurs frères du Sud, — Toutes les personnes attachées au respect de la dignité de la personne humaine, à adhérer et soutenir le FRONT DE LUTTE DU PAYS

BASQUE CONTRE LA REPRESSION FRANQUISTE qui vient de se constituer à Bayonne, groupant, d'ores et déjà, les organisations suivantes, et qui demeure ouvert : Parti Socialiste Unifié (P.S.U.), Parti Socialiste, Mouve-ment Enbata, Mouvement Fédéraliste Européen (M.F.E.),

Euzkadi Ta Askatatsuna (E.T.A.), Marxistes-Léninistes.

Secrétariat du Front : 14, rue des Cordeliers, BAYONNE
Téléphone 25-26-20
Aidez le Front : C.C.P. Goiztiri 1.105-17 Bordeaux

#### L'arrestation d'Inacio Palma en Espagne

Nous n'avons pas pour habitude de nous associer aux campagnes de protestation qui se succèdent avec autant de régularité que d'inefficacité, en faveur des prisonniers politiques portugais. Ces campagnes ont en fait pour raison essentielle de se procurer un peu de « bonne conscience » à moindres frais. Nous pensons que la seule solidarité effective envers les militants tombés entre les mains de la police est la poursuite de la lutte, jusqu'au renversement du régime capitaliste. Nous ne nous faisons donc pas la moindre illusion quant à la portée de ces démarches pseudo-unitaires qui escamotent le débat sur la nature du régime et sur les modalités de la lutte.

Si nous tenons aujourd'hui à prendre position publiquement à l'égard de l'arrestation en Espagne d'Iñácio Palma, dirigeant de la Ligue d'Unité et d'Action Révolutionnaire (L.U.A.R.), c'est parce que nous savons que le silence qui entoure cette affaire lui fait courir le risque d'être livré à la police portugaise et de subir le même sort que le général Delgado, aussitôt assassiné par des agents de la P.I.D.E.

Le gouvernement portugais ne manquera pas de demander l'extradition d'Iñácio Palma et rien ne prouve que le gouvernement espagnol ne prendra pas la même décision que celle qu'il a récemment prise envers Eduardo Cruzeiro, militant également arrêté en Espagne et pour lequel l'extradition a déjà été accordée.

Il relève du « vœu pieux » de protester contre ces arrestations. Pour nous il s'agit simplement d'avertir l' « opinion publique» de la nouvelle opération qui se prépare, dont Cruzeiro a déjà subi les conséquences et dont Iñácio Palma - récemment condamné à 15 ans de prison, plus les « mesures de sécurité » (c'est-à-dire, à la perpétuité) -

Il faut donc rompre par tous les moyens le silence qui entoure les cas d'Eduardo Cruzeiro et d'Iñácio Palma afin d'empêcher que les gouvernements portugais et espagnol n'en profitent pour les liquider physiquement, ou tout au moins les enterrer dans les prisons portugaises.

Ces faits indiquent bien la nature du cours « libéralisateur » de M. Caetano : au moment même où certains sont autorisés à participer à la vie politique (en présentant des candidatures aux prochaines législatives), d'autres continuent à subir une persécution qui s'étend au-delà des frontières portugaises.

« Cadernos de Circunstância » (Revue d'analyse et documents de la vie portugaise)

# « L'HEURE DES BRASIERS »

LLM argentin sorti à Paris avant les vacances, il se présente comme un essai de cinéma « politique », un FILM-ACTE ouvert. L'idée est, sembletil, de présenter tous les éléments d'une situation : en l'occurence celle de l'Argentine, pour ouvrir une discussion et plus ambitieusement appeler les spectateurs à l'action « révolutionnaire »...

En fait le film ne donne pas et de loin tous les éléments nécessaires pour comprendre les problèmes de l'Argentine actuelle :

— D'une part, les auteurs semblent n'avoir pas su choisir entre une dénonciation générale de l'impérialisme (nous avons droit à des extraits de film sur le Vietnam, à des documents sur la famine au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique latine...) et un exposé centré sur les formes spécifiques de l'impérialisme et du néo-colonialisme en Argentine, mais s'être noyés dans la masse d'éléments concernant d'autres problèmes.

— Plus grave encore. Alors que nous avons droit à de longs passages et de non moins longues citations sur l'impérialisme en général, certains points fondamentaux pour comprendre la situation en Argentine sont carrément passés sous silence.

Dans ces trois heures et demie de projection, le dernier

tiers est consacré à ce qui est appelé LA RESISTANCE, c'està-dire la période qui s'étend pour l'Argentine de 1955-56 à nos jours. Or, après un très (trop) bref rappel historique sur le XIX° siècle, tout le film porte sur l'après-péronisme. Mais de ce qui s'est passé avant, c'est-à-dire du Péronisme, on ne parle que par des allusions: « c'était l'époque où les travailleurs étaient au pouvoir » dit le réalisateur du film. A aucun moment du film nous ne pouvons apprendre qui était Péron, comment il a été à la tête du pays, comment il a perdu le pouvoir et surtout quel est le programme actuel du Front révolutionnaire péro-

Depuis 1955 nous dit-on les luttes révolutionnaires en Argentine n'ont pas eu de direction sauf syndicale, c'est pourquoi elles ont échoué. Mais cette absence de direction, de programme révolutionnaire, n'est-ce pas la conséquence du

« poids mort » que représente l'épisode péroniste pour le mouvement ouvrier argentin plutôt que le départ du « chef » ?

Actuellement le seul « programme » du Front révolutionnaire péroniste est le retour de Péron. Mais Péron n'est pas un « homme-miracle ». Son succès pendant la période 40-50 s'explique par une conjoncture mondiale qui ne s'est pas reproduite depuis et n'a aucune chance de se reproduire. De ces points qui sont pourtant connus on chercherait en vain trace dans le film.

En fait sous une fausse impression d'objectivité, et de sérieux (près de quatre heures de projection) on trouve une confusion totale dont le résultat est malheureusement de donner une idée totalement faussée du problème. Cette confusion voulue ou non, se retrouve à tous les niveaux et pas seulement pour le problème du péronisme qui est sans doute le plus fondamental pour l'Argentine.

On peut la retrouver, en particulier, dans le problème de lutte « nationale ou internationale » et d'une culture « nationale ».

Et que dire de la « solution »

présentée: l'appel à la lutte « Prepare el fusil ». On vient de nous démontrer que les masses sont allées manifester en 1955 sans direction ni programme et qu'elles ont été massacrées, que les ouvriers ont fait grève et occupé leurs usines sans direction ni programme et qu'ils ont été battus. Maintenant on les appelle à prendre les armes sans plus de direction ni de programme, le résultat semble facile à prévoir.

En fait, derrière les grandes

proclamations anti-impérialistes, on trouve un vide théorique complet et, en fait, l'idéologie petite - bourgeoise (nationalisme, romantisme révolutionnaire).

Mais quoi d'étonnant, au fond, à ce qu'un film qui se veut « révolutionnaire », reprenne à son compte tous les points de vue et les idées petites bourgeoises qui encombrent le mouvement révolutionnaire luimême!

#### On ne sait jamais !

Le gouvernement promet qu'il n'y aura pas de hausse de prix, que notre niveau de vie ne sera pas atteint par les mesures qu'il prépare.

Il n'a donc rien à craindre sur le « front social » ! Ni grèves ni manifestations !

Ben voyons!

Alors pourquoi tient-il tant à montrer ses nouvelles brigades

d'intervention de la police avec leur bel équipement neuf (matraque, casque, bouclier, etc.) ? Pourquoi les a-t-il fait défiler ostensiblement à la Télé lors de la commémoration de la Libération de Paris ?

Pourquoi? Mais parce qu'il compte bien se servir de ses flics pour nous taper dessus si nous protestons contre quoi que ce soit de ce qu'il nous prépare!

# **CRESPIN:**

# Le racisme sévit toujours

'ASSASSINAT de deux fillettes près de Crespin, dans le Nord, serait sans doute un fait divers sanglant, à ajouter à de nombreux autres, si une fois encore ce tragique événement n'avait révélé le racisme latent dans une partie du public, grâce sans doute à la presse spécialisée dans le genre.

Les faits étaient simples.

Deux fillettes avaient été sauvagement assassinées et les enquêteurs n'avaient aucune piste.

Mais peu à peu des « témoins » se sont manifestés. Ils affirmèrent avoir aperçu un « rôdeur » qui, au fil des témoignages, devait acquérir un type méditerranéen puis un type nord-africain. Quelques jours après le meurtre, les polices de Valenciennes, de Lille, de Mons et la police belge possédaient le portraitrobot du « Nord-Africain » présumé coupable. « France-Soir » publia même une interview d'une femme qui, avec force détails, décrivit « ses yeux fous » et affirma que son allure suspecte l'avait tout de suite frappée.

Finalement, l'enquête montra que le coupable était un habitant de Crespin, berger de son état, bien Français et quelque peu simple d'esprit et qui n'avait aucunement le type nord-africain. Mais les réflexes racistes sont si bien ancrés que la rumeur publique a vite fait de rendre coupable de chaque délit Nord-Africains, Espagnols, Portuguais ou Noirs.

Mais le principal responsable de cet état de chose c'est la société tout entière qui oblige les travailleurs immigrés à demeurer au bas de l'échelle sociale, en accumulant contre eux tous les préjugés racistes pour tenter de justifier la condition qui leur est faite.

Et à Crespin, si le meurtrier a été arrêté, le racisme sévit toujours.

# Vignette et « plastiqueurs »

Dans la nuit du 9 août des C.D.R., dont les méthodes de gangster sont connues, s'en sont pris à la permanence du P.C.F. à Bondy: ils ont brisé une vitrine, déposé une bombe fumigène, et inscrit sur le trottoir « C.D.R. action ».

Le P.C.F. de Bondy n'a pas laissé cette agression sans réponse; voici ce qu'il communique dans la « Voix de l'Est », hebdomadaire P.C.F. de la banlieue Est, du 13 août :

- « ...Et puisque le parti communiste est une nouvelle fois à Bondy, désigné comme la force essentielle capable de s'opposer aux entreprises réactionnaires du pouvoir, force est donc aux travailleurs et à la population d'affirmer leur solidarité et soutien à notre parti.
- « Ils le feront en participant massivement à la fête de l'Humanité en achetant la Vignette-Bon de soutien et se rendront nombreux à Vincennes les 6 et 7 septembre.
- « Cette forme de riposte sera celle opposée aux plastiqueurs, matraqueurs et autres assassins en puissance à la solde de la réaction. »

La direction de la section de Bondy du P.C.F.

Depuis lors les C.D.R. tremblent, n'en doutons pas. Quant au P.C.F. de Bondy nous ignorons si son zèle et son imagination incontestables, lui ont permis de placer d'avantage de vignettes.

#### LE GRAND RUSH

Malgre les operations « primevère », radio-guidages, et les itinéraires de dégagement, le retour d'août a provoqué son habituel cortège d'accidents et de morts.

Le Premier Ministre quí, lui, circule en hélicoptère ou en avion, ne manque pas de culot: pour lui, les responsables, ce sont les travailleurs qui partent en vacances au mois d'août et qui se comportent comme des primitifs. C'est ce qu'il a fait comprendre au micro de l'ORTF le 11 août dernier. Mais que voulez-vous, tout le monde n'a

pas les moyens de passer ses vacances à Tahiti ou dans une île des Caraïbes.

Nous dirons plutôt que les vrais responsables sont ceux qui n'améliorent pas le réseau routier tout en construisant « Concorde » pour que quelques centaines de privilégiés gagnent a ux heures entre Paris et New York, ceux qui recrutent et entretiennent les CRS et les gardes mobiles pour matraquer, mais sont incapables de faire disparaître les embouteillages

Bref, les responsables ce sont ceux qui nous gouvernent.

# La C.G.T. contre

'IMPRIMERIE Desfossés, à Issy-les-Moulineaux, où travaillent 1.700 ouvriers, reste une place forte entre les mains de la C.G.T.; la section syndicale C.G.T. est dominée par les éléments staliniens du P.C.F. qui font la pluie et le beau temps.

Lors des événements de mai 1968, une section syndicale C.F.D.T. a été constituée dans cette entreprise par des travailleurs écœurés par l'attitude de la C.G.T. non seulement pendant les grèves de mai-juin 1968 mais aussi par la façon dont les dirigeants syndicaux C.G.T. firent reprendre le travail.

Depuis plus d'un an, la section C.F.D.T. est obligée, d'une part de faire valoir ses droits auprès de la direction et a entamé contre celle-ci un procès afin de se faire reconnaître comr.1e représentative dans l'entreprise (procès qui a été gagné), d'autre part de faire face aux attaques continuelles des staliniens qui voient dans celle-ci la mise en cause de leur monopole syndical dans l'entreprise.

Le résultat de la propagande stalinienne contre les gauchistes identifiés comme des éléments de division de la classe ouvrière est que les militants de base staliniens peuvent aller jusqu'à la provocation ouverte contre un travailleur délégué syndical C.F.D.T., bien connu dans l'entreprise pour ses sympathies gauchistes. La description des faits qui vont suivre illustre bien la mentalité qu'inculque à ses militants la presse du P.C.F. dans ses attaques contre les gauchistes.

Le 19 août, dans l'après-midi, un délégué du personnel C.G.T., membre du P.C.F., fit débrayer pendant une demi-heure les rotativistes de son service, non pas pour un motif revendicatif, non plus que pour protester contre les conditions de travail dans son secteur, mais pour, tenez-vous bien, contester la présence du délégué syndical C.F.D.T. dans son atelier. Le délégué en question était venu prendre contact, comme il avait l'habitude de le faire depuis un an, avec les membres de sa section syndicale.

C'est un agent de maîtrise, envoyé lui-même par le délégué C.G.T., qui vint signifier au délégué syndical C.F.D.T. qu'il allait créer un « incident » s'il ne quittait pas immédiatement l'atelier des rotatives. Comme le délégué en question refusait de partir, c'est le délégué C.G.T. qui revint à la charge et menaça de faire arrêter les machines s'il ne quittait pas les lieux immédiatement : « On ne veut plus de toi ici, fous le camp ou je fais débrayer... » Ces menaces n'eurent pas l'effet escompté et l'ordre fut donné de cesser le travail immédiatement.

Fidèles à leur cohésion habituelle dans ce secteur, les rotativistes suivirent l'ordre de grève sur le champ et se rassemblèrent autour du délégué pour connaître le motif du débrayage... Quand ils furent mis au courant bon nombre de travailleurs protestèrent contre ces méthodes. un groupe de travailleurs se rangea immédiatement derrière le délégué C.G.T., un autre groupe de travailleurs de forma et protesta contre les méthodes anti-démocratiques de ce dernier et en des termes assez violents, dit sa façon de penser sur ce débrayage qu'il considérait comme absurde.

L'affaire se termina dans le bureau d'un directeur où étaient rassemblés les responsables C.G.T. qui, à cette occasion, soutinrent « l'initiative » de leur délégué et virent la direction signifier au délégué C.F.D.T. l'interdiction de circuler aux rotos. Ainsi, à force de faire de l'antigauchisme, les dirigeants syndicaux C.G.T. permirent à la direction de porter atteinte au droit de libre circulation des délégués syndicaux dans l'entreprise.

A LA B. N. P.

# les droits syndicaux un mois d'août agité

U mois d'août, malgré l'absence d'une bonne moitié du personnel, les débrayages ont été quotidiens dans les services mécanographiques et de perforation. Le mouvement s'est également étendu à de nombreux autres secteurs qui ont repris les mêmes revendications ou qui arrêtaient le travail simplement par solidarité.

Du fait des grandes chaleurs de la fin juillet, le travail dans des bureaux peu et mal aérés était devenu insupportable et les évanouissements fréquents. De plus, les gradés exigeaient des employés présents un rendement accru pour compenser le manque d'effectif. Devant le mécontentement grandissant, la C.G.T. fait circuler une pétition demandant la climatisation des bureaux, pétition qui si elle a recueilli un nombre important de signatures a eu le sort de toutes les pétitions...

C'est alors que spontanément, mécanographes et perforatrices du D.P.O., soit une centaine d'employés, avec la presque totalité des monitrices, décident une sortie avancée d'un quart d'heure. Elles préviennent ensuite la C.G.T. pour avoir une couverture syndicale, en précisant bien que de toutes facons, elles avaient l'intention de continuer leur mouvement, Leur seule revendication était : la climatisation des bureaux, à laquelle elles ont par la suite ajouté une réduction de l'horaire d'un quart d'heure par

Suite à une entrevue syndicatdirection, celle-ci promet de faire installer des petits ventilateurs ainsi que la suppression du travail de statistique (contrôle du travail effectué dans la journée par chaque employée). La C.G.T. parle de « petite victoire », mais en fait cela ne coûtait pas grand chose à la direction puisque les ventilateurs étaient pour l'année prochaine et que les statistiques devaient de toutes manières être supprimées par l'adoption de nouvelles machines à compteur incorporé. Mais du même coup, les primes attachées à ces statistiques étaient supprimées et remplacées par d'autres déterminées par le bon gré des chefs.

Réponse des mécanographes et perforatrices : l'arrêt de travail quotidien est porté à une demiheure par jour.

C'est alors que la C.G.T. établit un cahier de revendications dans lequel entrent aussi bien une 5e semaine de congés l'hiver, que la révision du calcul des primes et des classifications, la réduction du temps de travail, etc... etc... Devant les protestations des mécanographes, la C.G.T. affirme que ce sont les revendications d'autres secteurs et qu'il faut en tenir compte. Elle organise effectivement des débrayages dans d'autres secteurs mais jamais en même temps, aux mêmes heures. Certains jours, un millier d'employé est en grève, limitée, mais échelonnée sur toute la journée. En plus des arrêts de travail, pendant les pauses ont lieu des réunions, par secteurs, avec des délégués et le temps de pause est bien souvent dépassé sans que la direction ou les gradés ne réa-

Devant l'ampleur du mouvement, la direction fait savoir qu'elle accepte de recevoir à nouveau les syndicats (C.G.T., C.F.-D.T. et F.O.) et fait de vagues promesses sur une climatisation de certains bureaux, étalée sur trois ans, sur des « études comparatives des situations des agents mécanographiques », sur une « réforme du statut... conduite en liaison avec les représentants du personnel », en somme de vagues promesses et rien de plus.

Dans la semaine du 15 août, du fait du week-end prolongé, du jeudi midi au lundi, le mouvement tombe un peu, d'autant plus que la C.G.T. ne se manifeste pas et que les déléqués évitent de passer dans certains services. Retour

de week-end, l'atmosphère n'y est plus et d'autant moins qu'il y a de nombreux retours de vacances de collègues qui ne sont pas « dans le coup ». La direction en profite pour afficher une note de service avertissant le personnel que si un arrêt de travail intervenait en cours de matinée ou en cours d'après-midi, le travail ne pourrait être repris qu'après la coupure du déjeuner ou le lendemain matin seulement.

La C.G.T. proteste par un panneau situé à l'entrée de la Banque, assimilant la B.N.P. à Citroën, mais n'organise rien. Les mécanographes, elles, dès lecture de la note de service en question, reprennent toutes ensemble la demiheure de débrayage en fin de journée, jusqu'à la fin de la se-

Cette dernière semaine, des arrêts de travail se sont poursuivis, mais par intermittence. La C.G.T. essaye de canaliser le mouvement vers des revendications corporatives différentes pour chaque groupe d'employés, ainsi que des revendications qui, à l'intérieur d'une même qualification, concerneraient les employés de l'ex-C.N.E.P. opposés aux employés de l'ex-B.N.C.I. moins favorisés.

Un fait notable : pas plus la C.F.D.T. que F.O. ne sont intervenus dans ces débrayages du mois d'août; il faut dire que les secteurs concernés sont en quelque sorte le fief de la C.G.T. et que les zones d'influences sont généralement bien respectées dans l'entreprise.

La grande rentrées des vacances se fait cette semaine. Les motifs de mécontentements généraux et particuliers à la B.N.P. ne manquent pas, le mouvement va-til prendre de l'extension ou aura-til seulement été une « chaude » alerte pour la direction qui n'en menait pas large? En tous cas, au D.P.O., les employés sont formels : « Quand nous voudrons obtenir quelque chose, il nous faudra nous débrouiller tous seuls, sans compter sur les syndicats, ce sera plus sûr ».



Il y a de l'argent pour les panoplies (U.P.I.)

# CE SONT TOUJOURS

Depuis le 1er août, les tarifs du gaz et de l'électricité ont augmenté de 4 %, mais seulement en ce qui concerne les usages domestiques; les so-ciétés industrielles, elles, se-ront encore une fois épar-

Par ailleurs, le gouvernement a démenti l'augmentation des tarifs de la R.A.T.P., tout au moins d'ici la fin de l'année. Mais il ne veut pas se prononcer pour l'année prochaine, bien entendu nous n'avons aucune raison de croire en ses promesses.

D'autant plus que l'on a déjà trouvé une justification à cette augmentation possible : le métro n'est pas rentable! C'est pour la même raison que son prix avait presque doublé il y a deux

Mais le métro n'a pas à être rentable. Il sert aux capitalistes à faire transporter cha-que jour des millions de salariés vers leurs lieux de travail. Le métro devrait être gratuit pour les travailleurs, et subventionné uniquement par l'Etat. Si l'on manque d'argent, il n'y a qu'à réduire les budgets de la police, des C.R.S. et de l'armée.

En tout cas, le comble est bien que nous soyons obligés de payer toujours plus cher le métro, pour prendre chaque jour des bains de sueur, nous faire bousculer et marcher sur les pieds.

# Accident et fatalité

Uclaf, pendant les vacances l'usine tourne au ralenti. En juillet-août, comme chaque année, les déménagements sont à l'ordre du jour. Cette année c'est à une plus grande échelle, les ateliers de l'usine I où se trouvaient les fabrications chimiques sont transformés en laboratoires. Au milieu de ces travaux et déménagements certains labos de recherches continuent à travailler.

C'est dans cette atmosphère que des techniciens qui ne travaillaient pas à leur place habituelle dans ce labo, ont été victimes d'une explosion, le 21 juillet.

Un aide-chimiste manipulait sous une hotte, il travaillait en présence d'une grande quantité d'éther, quelque 12 litres. D'autre part, à l'autre extrémité du montage il y avait un bain métalique chauffé à 190 °C. Aussi, ce jour là il faisait très chaud, 30°, l'éther s'était accumulé entre le plafond et le toit, l'aspiration étant insuffisante.

Du point de vue appareillage l'éther était chauffé par un chauffe-ballon électrique, ce qui est aberrant quand l'on sait que l'éther bout à 35 °C (évidemment, il faut toujours aller vite, et pour cela on prend des moyens y compris dangereux).

Pour toutes ces raisons la moindre étincelle pouvait enflammer l'éther, c'est ce qui se produisit le 21 juillet.

Bilan de cet accident : 6 blessés dont 5 techniciens brûlés aux mains et à la tête, et un maçon qui passait à l'extérieur reçut des éclats de verre.

Les membres du C.H.S., immédiatement prévenus, firent leur enquête.

La Direction commença par accuser la fatalité, elle s'arrêta bien vite devant l'indignation des employés présents. D'ailleurs, elle vient de prendre certaines mesures afin d'éviter pour quelque temps... la fatalité!

## On nous écrit de Poivrossage à Pantin

E travail en usine est pénible, mais lorsque par dessus le marché on entre dans une boîte comme POIVROSSAGE - usine de poivre et d'épices à Pantin - et ce n'est sûrement pas la seule, les conditions de travail sont plus qu'intolérables, inhumaines.

Pour un salaire de 3,40 F de l'heure, il faut abattre un travail harassant, physiquement et moralement, de 8 h du matin à 6 h le soir avec une heure pour manger; il n'est pas question de prendre une pause de 5 minutes car tout de suite on est sur votre dos : « si ça ne vous plaît pas, prenez votre compte ». Hors de question aussi de ramener votre grain de sel ou sinon c'est la porte sans aucun ménagement.

la gorge, ce ne sont qu'éternuements, yeux rouges et mouchoirs. En guise d'aération, cinq ou six petites fenêtres en ras de plafond, c'est-à-dire rien, avec menaces de la chef de ne plus les ouvrir si elles ne sont pas fermées le soir (quelle humanité!). Sans aucun doute un des travaux les plus pénibles est celui des remplisseuses : le poivre descend du moulin, arrive dans la machine, et l'ouvrière remplit les boîtes qui passent devant elle. Il n'est pas distribué de masque pour se protéger des poussières de poivre, autant dire que l'atmosphère y est irrespirable. A la fin de la journée on distribue aux travailleuses qui remplissent, un verre de lait et il est fréquent qu'une ou deux ouvrières soient oubliées dans la distribution parce qu'on en avait pas assez pris le matin. De toute manière tous les gens travaillant dans cette usine ou du

A l'atelier l'odeur vous prend à moins à l'atelier poivre, devraient gorge, ce ne sont qu'éternueents, yeux rouges et mouchoirs. moins à l'atelier poivre, devraient avoir leur verre de lait car tous respirent du poivre.

Par la C.G.T., implantée il n'y a pas très longtemps après une longue bataille contre un syndicat patronal bidon, les travailleurs ont obtenu ce qu'il serait normal d'avoir sans se battre, à savoir des toilettes convenables. Quant aux douches, on les attend encore : le projet est à l'étude depuis deux ans.

Respirer pendant onze mois de l'année 'des odeurs de poivre, d'épices, être traités comme des chiens par des ouvrières devenues chef et par un arriviste comme chef du personnel, comment peuton tolérer ça ?

Les ouvrières ne peuvent pas tenir longtemps dans des conditions pareilles, et c'est un défilé continuel qui permet au patron de pratiquer des sous-salaires dans des conditions de travail dignes du siècle dernier.

Adresser toute correspondance à

Michel RODINSON
INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - PARIS-6°

Cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :
Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

# Epître à la direction d'Idéal-Standard

(Aulnay-sous-Bois)

E 14 août au matin, le travailleur d'Idéal-Standard qui avait le déplaisir d'être en vacances chez lui, a eu un choc au cœur en regardant dans sa boîte aux lettres : une lettre à en-tête de la Société s'y trouvait.

Une lettre de l'usine, et pendant les vacances, c'est mauvais signe. Lettre de licenciement, avertissement, chômage partiel à la rentrée... de drôles d'idées noires passent par la tête. Il faut dire qu'on a guère l'habitude d'être en correspondance avec la Société.

Mais la lettre une fois ouverte, l'inquiétude fait place à l'étonnement, pour finir par une bonne rigolade.

En effet, le Directeur Général d'Idéal-Standard, à la suite de la dévaluation, a voulu, nous écritil « indiquer ici très simplement le résultat de (ses) propres réflexions en ce qui concerne notre société et son avenir ».

Ces réflexions sont très orientées. Après avoir déclaré que la dévaluation risque d'entraîner une augmentation des prix, M. Wallner, va donner une solution refrain: « la seule façon de compenser cette perte (sur les dividendes) à nos actionnaires, qui réduirait leurs possibilités d'investir dans notre société, est d'augmenter sa rentabilité ».

En clair, pour ne pas mécontenter les braves actionnaires, on demande aux bonnes bourriques d'ouvriers de bosser plus : « chacun de nous, quelles que soient ses fonctions, peut avec le même effort obtenir des résultats meilleurs, qu'il s'agisse d'une réduction du coût, d'une élévation de productivité, d'une conception plus efficace, ou de la suppression d'une opération devenue inutile; je voudrais que chacun réfléchisse à ce qui peut être fait dans son propre travail, et en apporte rapidement les -conclusions à son chef, de façon que nous puissions passer à l'action ».

Joveuses perspectives!

A ce que nous sachions, la seule transpiration des actionnaires, c'est de suer à empocher les bénéfices qu'on tire sur notre dos tout au long de l'année. Les sacrifices on les accepte depuis trop longtemps, qu'il y ait dévaluation ou pas. Vos bénéfices, messieurs, risquent d'être amputés de 12,5% (voire!), eh bien, ce sont les risques de votre situation d'exploi-

Et nous, nous comprenons à notre manière les mélodramatiques déclamations : « c'est à chacun que je lance cet appel : chacun peut, aujourd'hui même, ou dès la reprise se septembre, apporter sa contribution à l'œuvre commune, chacun le doit, car ce faisant, il contribuera à assurer son avenir, dans sa famille comme dans notre pays ».

Oui, nous allons nous en occuper sérieusement, en retroussant les manches pour... réclamer notre dû, et vous montrer que nous ne sommes pas prêts à être les dindons de la farce.

# Le manque de personnel à l'assistance publique

N mai 1968, à l'Assistance Publique une des revendications principales du personnel était l'embauche de plusieurs milliers d'agents mais rien n'a été fait dans ce sens.

#### ON UTILISE LE PERSONNEL JUSQU'A L'EXTREME LIMITE

Actuellement la situation est devenue pratiquement intenable et se trouve encore aggravée par le départ en vacances du personnel qui naturellement n'est pratiquement jamais remplacé. Ainsi dans tous les hôpitaux cette pénurie se traduit par un surcroîténorme de travail pour le personnel resté en place qui a de plus en plus de mal à obtenir ses jours de repos.

A Broussais, un agent hospitalier remplace un surveillant de direction et n'a pas pris de jours de repos depuis le début août. De même aux urgences, la surveillance de salle n'accorde les repos hebdomadaires des agents qu'en fonction des urgences du service. A Beaudeloque, la surveillante ne voulait donner qu'une journée de repos hebdomadaire au personnel de son service, soutenue en cela par une circulaire du Directeur de l'A.P. qui prétendait ne donner le deuxième jour que plus tard, quand la situation serait meilleure.

L'A.P. essaya de trouver un palliatif, elle embaucha des étudiants, d'ailleurs en nombre bien insuffisant et alors qu'elle s'était engagée à ne plus embaucher d'intermittents. Et l'on vit ainsi, à Tenon par exemple, 300 personnes en congé remplacées par 20 étudiants! A Baudeloque une étudiante remplir les fonctions d'une infirmière. A Widal, une étudiante en médecine être seule pour s'occuper de 45 malades en service de médecine, alors qu'il fallait 4 diplômées, sans compter des aides-soignantes...

#### LES MALADES, ON S'EN FOUT...

Il est évident qu'en plus de la tension nerveuse et de la fatigue qu'éprouve le personnel, une telle situation retombe en fin de compte sur les malades dont les soins ne sont plus assurés dans des conditions normales de sécurité.

Ainsi à Broussais, un accidenté dont l'état nécessitait une radio avant l'opération, a été opéré sans radio, car il n'y avait pas de radiologue disponible. A Tenon, où la banque est inexistante, il faut aller chercher du sang à un autre hôpital et récemment, vu le nombre restreint d'agents, une transfusion a attendu plusieurs heures. A Necker, en juillet, une malade est restée deux heures dans un hall, masque à oxygène et perfusions en place en attendant une ambulance.

Et il ne se passe pas un seul jour à l'A.P. sans que des cas similaires ne se produisent mettant gravement en danger la vie des malader laissés sans soins,

faute de matériel ou de personnel disponible, comme à Tenon il y a quelques mois où une vieille femme a été trouvée morte dans le fauteuil où elle attendait depuis plus de 6 heures que l'on s'occupe de son cas.

Mais ne croyez pas que le gouvernement s'inquiète d'une telle situation, les crédits sont bloqués pour la santé publique, on préfère bien sûr utiliser l'argent à équiper les C.R.S. et la police avec du matériel ultra-moderne.

#### LUTTE OUVRIÈRE

LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceuxlà, non seulement de lire «LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.



Patrouille chinoise le long de l'Oussouri. (U.P.I.)

# Une attaque préventive de l'U.R.S.S. contre la Chine est-elle possible?

L est vain de discuter dans quelle mesure les informations du C.I.A. concernant une éventuelle a t t a q u e préventive de l'U.R.S.S. contre la Chine sont exactes. Il n'est pas dans les habitudes des milieux dirigeants russes de laisser filtrer des informations de cet ordre et la préparation de l'invasion de la Tchécoslovaquie avait montré qu'ils savent s'entourer du secret voulu. Quant aux services d'espionnage américains, ils n'en seraient pas à leur première bourde monumentale.

Kennedy en a fait l'expérience lors du débarquement de la baie des Cochons, sans parler du fait que Washington peu tavoir ses raisons de faire circuler de faux bruits en la matière.

En tout cas, le fait est là : aussi invraisemblable, aussi monstrueux que puisse être l'hypothèse, personne ne la considère comme totalement invraisemblable.

#### L'ABOUTISSEMENT D'UNE POLITIQUE

Voilà le résultat tangible de la politique étrangère criminelle de la bureaucratie soviétique. Depuis l'éclatement des alliances qu'elle a nouées pendant la Deuxième Guerre mondiale, elle a la hantise d'une nouvelle guerre dans laquelle elle sait par avance — et à juste raison — que l'U.R.S.S. serait la cible désignée de la nouvelle coalition impérialiste formée derrière les Etats-Unis.

Mais craignant tout autant une révolution prolétarienne qui menacerait son existence en tant que couche privilégiée, elle est organiquement incapable d'organiser et de mobiliser contre l'impérialisme la seule force susceptible de le détruire à jamais : la classe ouvrière.

Or le plus borné des bureaucrates ne peut guère avoir de doute à ce sujet : posé en termes de rapports de forces militaires entre Etats, la balance des forces entre l'impérialisme et l'Union soviétique est incontestablement en défaveur de cette dernière. Aussi la hantise de la guerre des bureaucrates russes se concrétise par la recherche désespérée d'accords avec l'impérialisme, avec, comme aboutissement éventuel, un règlement général entre les deux blocs susceptible, au moins pendant un certain temps, d'écarter le spectre de la guerre.

Pour aboutir à de fallacieuses promesses de sécurité de la part de l'impérialisme, la bureaucratie est prête à transiger partout, à consentir à toutes les compromissions. Elle est prête à vendre non seulement son influence sur le mouvement ouvrier, là où elle s'exerce — cela fait déjà longtemps que cette influence ne s'exerce plus dans un sens révolutionnaire — mais aussi à marchander celle qu'elle peut avoir sur d'autres forces momentanément

opposées à l'impérialisme. Elle est prête à souscrire à toute consolidation du « statu quo » actuel, quel qu'en puisse être le prix — pour autant que ce prix soit payé par d'autres qu'elle-même, en l'occurrence par exemple par les mouvements d'émancipation nationale qu'ils soient déjà victorieux ou seulement en train de naître — Et en conséquence d'user de toute audience, de tout le prestige qui lui reste pour que ce statu quo soit respecté, même s'il profite à l'impérialisme.

Mais voilà, parmi ceux qui font objet des marchandages entre l'impérialisme et la bureaucratie, il en est qui ne sont pas prêts à faire les frais d'une entente entre les deux grandes puissances et surtout qui ont la force de ne pas l'admettre passivement, en premier lieu la Chine. Et l'agressivité de cette dernière est due avant tout à son refus d'être la victime du statu quo actuel autant que d'un arrangement futur.

En cherchant cet arrangement avec l'impérialisme, au prix de la trahison de ses propres alliés éventuels, la bureaucratie russe est parvenue à dresser contre l'U.R.S.S. l'Etat qui semblait être, il y a une dizaine d'années encore, son plus grand allié. Et aujour-d'hui, elle est obligée d'immobiliser une fraction importante de ses forces militaires sur une frontière qui, il n'y a pas longtemps, paraissait des mieux protégées.

#### VERS UN CONFLIT ELARGI...

Malgré la multiplication des incidents, il semblerait monstrueux, absurde, d'envisager que l'U.R.S.S. ait réellement l'intention d'élargir le conflit, comme croient le savoir les milieux militaires américains. Non que la bureaucratie russe ne soit prête aux actes les plus ignobles quand ses intérêts l'exigent. Mais, justement, à défaut d'autre sentiment, à défaut même d'un minimum de sens politique, il serait logique de pouvoir lui prêter au moins un certain sens des réalités.

Or, prendre délibérément l'initiative d'une escalade contre la Chine serait lourd de conséquences immédiates. Passer pour l'agresseur contre un pays il n'y a pas si longtemps ami, et qui aujourd'hui lui conteste le leadership auprès des mouvements d'émancipation du Tiers - Monde, équivaudrait non seulement à la disparition de toute audience de l'U.R.S.S. auprès de tous ces mouvements, auprès de tous les Etats du Tiers-Monde, mais même à être assimilée par eux purement et simplement aux impérialistes.

Ce serait, par la même occasion, un affaiblissement considérable de l'U.R.S.S. face à l'impérialisme.

Ce risque, la bureaucratie russe pourrait le prendre si elle était sûre de amener de force la Chine au sein de son bloc. Mais, il n'est même pas question de cela.

La destruction des installations nucléaires chinoises, ou même une tentative de détachement du Sinkiang — comme on leur en prête l'intention — ne réglerait pas pour autant leur problèmes avec la Chine.

Mais pour invraisemblable que puisse paraître l'éventualité de telles tentatives de la part des Russes, on ne peut pas absolument les écarter. Car il n'est même pas sûr que la bureaucratie soit capable d'agir dans la logique de ses propres intérêts. Que les militaires russes aient envie de « donner une correction » aux Chinois, qu'ils aient envie d'affirmer d'une façon spectaculaire leur supériorité dans une action de grande envergure, mais limitée et rapide, n'aurait rien d'étonnant. Ce serait en tout cas dans la logique de leurs fonctions.

Des bombardements de Sakiet à la guerre préventive d'Israël contre les pays arabes, les exemples tout récents ne manquent pas pour montrer la vanité de ce type d'actions préventives chères aux états-majors. Ce qui n'a jamais empêché d'autres états-majors, ou les mêmes, de recommencer le même type d'actions aboutissant à des résultats identiques.

#### ...ET LA GUERRE MONDIALE ?

Mais une éventuelle démonstration militaire spectaculaire de l'U.R.S.S. contre la Chine pourrait avoir des conséquences autrement plus désastreuses encore que le seul fait de déconsidérer l'U.R.S.S. aux yeux du Tiers-Monde et en particulier des peuples asiatiques.

Contrairement à ce qui peut être à la base du raisonnement des militaires soviétiques, il n'est pas du tout dit que la Chine, attaquée de telle sorte, même de façon limitée, craigne de s'engager dans une guerre véritable. Il y a même toutes les raisons de penser le contraire.

Certes, la Chine ne peut pas envisager de vaincre l'U.R.S.S. dans une guerre totale. Pas plus que l'U.R.S.S. ne peut envisager d'envahir l'ensemble de la Chine et surtout de l'occuper.

Mais finalement, devant une action spectaculaire des Russes, les dirigeants chinois auraient plus à perdre en reculant — et ne pas réagir signifierait cela — qu'à s'engager dans la guerre.

Pour des raisons intérieures d'abord. Se voir infliger un coup spectaculaire de la part des Russes sans réagir pourrait être fatal à un régime, dont une des justifications essentielles est précisément sa capacité, réelle ou supposée, de résister à la pression qui s'exerce sur le pays. Depuis des années, l'unité nationale est cimentée par la menace d'une invasion impérialiste, puis russe, brandie par les dirigeants. Ne pas réagir dans ces conditions serait

un aveu de faiblesse et mettrait ensuite les dirigeants chinois dans une situation difficile pour continuer la même politique.

De plus, à plus long terme, les dirigeants chinois savent que dans le cadre du statu quo actuel l'avenir de leur pays est bouché. Il n'est pas concevable que, laissée à ses propres forces, entourée d'un monde hostile, la Chine arriérée puisse se constituer une industrie susceptible de la hisser au niveau des grandes puissances modernes (elle n'a pas, et de loin, les mêmes rythmes de développement que l'U.R.S.S. dans les vingt premières années de son existence).

Or, le déclenchement d'une guerre dans le contexte créé par une attaque russe pourrait permettre à la Chine non seulement d'empêcher qu'un « statu quo » s'établisse sur la base d'une entente russo-américaine, et finalement à son détriment, mais aussi sans doute d'opérer dans les meilleures conditions un renversement ouvert des alliances.

Tout en étant certain de trouver, en résistant à une agression soviétique, la sympathie, sinon le soutien actif, des peuples asiatiques, la Chine pourra compter, dans le cas d'un conflit prolongé, sur l'aide de l'impérialisme américain. Ce dernier, même s'il n'est pas prêt à entrer immédiatement en guerre, a tout intérêt à ce qu'elle se prolonge en affaiblissant les deux adversaires, et pour cela, à aider sur le plan de l'armement et du matériel militaire celui des antagonistes qui en est le moins pourvu. Et l'U.R.S.S. ne pourrait, dans ces conditions même pas tirer un profit politique de la collusion sino-américaine, tant une agression de sa part aura par avance justifié l'effort de la Chine de s'armer comme elle peut (sans compter que l'aide militaire impérialiste pourrait se faire d'une manière moins visible, par un pays asiatique interposé).

En tout état de cause, un tel engrenage mènerait à la guerre mondiale : à une guerre engagée dans les pires conditions pour l'U.R.S.S., où l'impérialisme aurait en la Chine une alliée puissante et où les bureaucrates du Kremlin ne pourraient escompter la moindre sympathie des pays du Tiers-Monde.

Ce serait alors, à coup sûr, la fin de la bureaucratie russe, mais aussi, du peu qui reste encore des conquêtes de 1917.

Encore une fois, rien ne permet de confirmer l'exactitude des informations concernant les projets russes. Mais si de tels plans aberrants germaient dans les têtes des bureaucrates du Kremlin et s'ils sont en passe de se concrétiser, alors le monde s'achemine à grands pas vers la catastrophe.